

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

CONTRE LES PLANS D'AUSTERITE, LE CHOMAGE, LA MISERE

LA CLASSE OUVRIERE N'A PAS D'AUTRE CHOIX QUE DE LUTTER MASSIVEMENT

Dans tous les pays centraux du capitalisme (France, Italie, Espagne, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas...), la classe ouvrière subit des attaques d'une violence inouïe contre toutes ses conditions d'existence. Partout, la misère, le chômage massif, les baisses de salaires, les augmentations d'impôts, les réductions draconiennes des prestations so-

ciales, sont imposées aux prolétaires. Pendant plusieurs années, malgré la dégradation incessante de ses conditions de vie, la classe ouvrière est restée paralysée. Aujourd'hui, face à la brutalité des attaques capitalistes, un nouveau redéploiement de la riposte prolétarienne au cœur des grandes concentrations industrielles d'Europe occidentale est à

l'ordre du jour. L'énorme combativité ouvrière qui explose à l'heure actuelle en Italie constitue un premier pas du prolétariat mondial sur le chemin qu'il sera contraint de prendre vers la reprise de ses combats. Après plusieurs années de calme social, ces premières réactions de combativité en Italie sont un exemple à suivre pour toute la classe ouvrière.

■ "Nous sommes devenus le système le plus égalitaire de l'histoire et l'un des plus harmonieux." Voilà ce que l'homme qui se trouve à la tête de l'Etat bourgeois le plus puissant du monde a eu le culot de clamer il y a quelques mois à peine. Cet éminent représentant du capitalisme qu'est George Bush n'en est ni à un mensonge ni à une provocation près pour défendre son système qui plonge aujourd'hui, à une vitesse vertigineuse, l'humanité dans une barbarie jusqu'alors inconnue dans l'histoire et qui impose à la classe ouvrière, jusque dans les pays dits riches, une misère et des conditions de vie de plus en plus insupportables.

Et Bush n'est pas la seule crapule qui ose affirmer de telles énormités. Ici, en Europe, les ouvriers ne sont-ils pas assourdis par les discours écoeurants des Mitterrand, Kohl, Major et compagnie qui leur disent qu'ils sont privilégiés et qu'ils ont la chance de vivre dans une région du monde "prosper, démocratique et pacifique" ?

**Aux USA
comme en Europe, la classe ouvrière
subit une misère croissante**

La réalité, c'est que le capitalisme révèle chaque jour un peu plus son irrémédiable faillite. Et le capitalisme aujourd'hui, ce ne sont pas seulement des masses humaines du Tiers-Monde qui sont décimées par la faim, les épidémies et la guerre, c'est aussi, dans les pays "prosperes, démocratiques et pacifiques",

ce que vivent quotidiennement, dans leur chair, des millions de familles ouvrières avec une exploitation qui s'accroît sans cesse, avec le chômage et l'exclusion qui l'accompagne.

Le système "le plus égalitaire", c'est celui qui, aux USA, la plus grande puissance économique de la planète, comptabilise plus de 36 millions de pauvres, soit, selon les "grands experts" de la bourgeoisie, près de 15 % de la population américaine. Ce sont ainsi des mil-

lions de pauvres (comme disent les bourgeois hypocritement pour parler des ouvriers) que compte la "riche" Europe, celle dont on n'arrête pas de nous vanter les mérites et les bienfaits. Cette belle Europe libérale a plongé dans le chômage jusqu'à aujourd'hui près de 10 % de sa population. Des pays comme l'Espagne, le Portugal, l'Irlande ou la Grèce connaissent déjà des taux qui dépassent 15 %.

Et dans ces mêmes pays, la bourgeoisie reconnaît que la pauvreté frappe entre 20 % et 25 % de la population, c'est-à-dire qu'elle reconnaît que son système plonge dans une misère noire près du quart des habitants. L'Italie, qui n'est pourtant pas le "dernier de la classe", en compte 8,8 millions, et ce chiffre ne peut que faire très rapidement un bond étant donné la brutalité extrême du plan d'austérité que vient de concocter le gouvernement socialiste d'Amato (voir article dans ce numéro).

Parmi ces masses d'ouvriers dans le besoin qui grossissent à travers toute l'Europe, nombreux sont ceux qui se trouvent de plus en plus amenés à avoir recours à la mendicité, que ce soit auprès de l'Etat bourgeois (ainsi du misérable RMI, grande fierté du gouvernement socialiste français) ou auprès des dames patronnesses que sont les associations caritatives que l'on voit se multiplier aujourd'hui. Comme le dit froidement et cyniquement un expert de la bourgeoisie : "L'as-

(SUITE PAGE 2)

LE PROLETARIAT EN ITALIE NOUS MONTRE LE CHEMIN

(LIRE PAGE 3)

lions d'ouvriers qui sont jetés à la rue et qui n'ont quasiment aucune chance de voir leurs conditions d'existence s'améliorer. Pour nombre d'entre eux, la situation ne peut qu'empirer et, comme on le voit déjà dans les ghettos qui enflent au milieu des grandes cités, les plonger dans le désespoir, la délinquance et la drogue.

Tous les menteurs patentés de la sordide bourgeoisie cherchent à nous faire croire que c'est un problème qui touche les Noirs et autres Basanés, mais ils peuvent de plus en plus difficilement cacher le fait que c'est l'ensemble de la classe ouvrière, quelle que soit

la couleur de peau de ses membres, qui le subit. Ainsi, il s'avère que, sur les 36 millions de prolétaires américains qui vivent aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté, près des deux tiers sont des Blancs.

Une autre réalité du cauchemar que vivent les ouvriers dans ce "grand pays" capitaliste, c'est que 35 millions d'entre eux n'ont pas les moyens de se payer une quelconque assurance maladie. Et cette dégradation drama-

tique des conditions de la vie ouvrière est aujourd'hui en train de s'approfondir et de s'élargir avec la récession économique qui s'est installée depuis deux ans et les mesures d'austérité redoublées qui s'abattent sur toute la classe ouvrière. Selon les propres chiffres de la bourgeoisie (qui sont très certainement en dessous de la réalité), le revenu moyen aux USA a baissé de 5,1 % en 2 ans (dont 3,5 % en 1991).

Mais cette situation est loin d'être l'apanage des seuls Etats-Unis ; elle concerne la classe ouvrière de tous les pays du cœur du capitalisme. Ainsi, ce ne sont pas 36 mais 53 mil-

REFERENDUM SUR MAASTRICHT UNE AFFAIRE ENTRE BOURGEOIS, UN TRAQUENARD POUR LES OUVRIERS

■ Grâce à la grande "consultation populaire" organisée avec le référendum sur Maastricht, la bourgeoisie française vient de remporter une victoire. Cette victoire, ce n'est pas celle du OUI qui est sorti péniblement des urnes, mais avant tout une victoire de toute la classe exploiteuse sur les prolétaires. Avec un taux de participation de près de 70 %, la classe dominante, tous partis confondus, peut en effet se féliciter d'avoir réussi une fois encore à mystifier les ouvriers en leur faisant croire que leur avenir et celui de leurs enfants se jouent dans un bulletin de vote. Une fois encore, on les a poussés à s'aligner derrière telle ou telle clique capitaliste en leur faisant croire que l'enjeu de ce scrutin était capital, décisif, puisqu'il s'agirait, paraît-il, de sauvegarder la paix et la prospérité en Europe.

**Une victoire de la bourgeoisie
contre la classe ouvrière**

Après avoir subi pendant plusieurs semaines une campagne assourdissante qui a polarisé toute leur attention, les ouvriers se

sont fait piéger sur un terrain où ils n'ont rien à gagner, mais au contraire tout à perdre.

Ainsi, chez ceux qui ont voté OUI, la bourgeoisie est parvenue à semer l'illusion que l'Europe de Maastricht allait leur offrir sinon un avenir radieux, du moins un peu moins de misère, de chômage, de même que cette prétendue "fraternité entre les peuples" censée éloigner pour toujours la perspective de conflits guerriers au cœur de la vieille Europe.

Quant à cette large majorité de la classe ouvrière qui a opté pour le NON, elle est tombée à pieds joints dans le piège en croyant pouvoir ainsi manifester son mécontentement à l'égard de la politique du gouvernement PS. Car c'est sur un terrain bourgeois, derrière les consignes des partis bourgeois, que les ouvriers se sont exprimés, et non sur leur propre terrain, celui des luttes revendicatives, des grèves et manifestations contre la misère, le chômage, pour la défense de leurs intérêts de classe exploitée. De plus, ils ont eu l'illusion qu'une victoire du NON aurait permis de limiter les attaques du capital contre toutes

leurs conditions d'existence. Ils ont eu l'illusion que le repli frileux derrière le nationalisme le plus étroit (qu'il soit aux couleurs du FN, du PCF ou du RPR) était le seul moyen de se protéger des ravages de la crise économique.

Et c'est encore toutes ces illusions que la classe dominante exploite aujourd'hui à fond en déployant une nouvelle campagne de dénigrement de la classe ouvrière. Grâce au fort taux de NON dans les grandes concentrations ouvrières, la bourgeoisie peut, en effet, aisément cracher sur les prolétaires en les qualifiant de classe rétrograde, réactionnaire, logée à la même enseigne que les paysans et les petits boutiquiers, tandis que l'électorat favorable au OUI (constitué essentiellement des couches de la petite-bourgeoisie) nous est présenté comme la seule force porteuse d'avenir et de progrès.

Mais cette victoire de toute la classe dominante ne se limite pas au seul fait qu'elle est parvenue, avec ce référendum, à redonner du crédit à la démocratie bourgeoise et à entraîner ainsi les ouvriers sur un terrain pourri.

SOMMAIRE

CRISE, ATTAQUES ET RIPOSTE OUVRIERE

- . Crise monétaire et effondrement du capitalisme 2
- . Le PCF expulse des ouvriers immigrés 2
- . Le prolétariat en Italie nous montre le chemin 3

SITUATION EN FRANCE

- . Lutte Ouvrière et le référendum 4
- . Le chauvinisme puant du PCF 4

DECOMPOSITION DU CAPITALISME

- . L'Algérie s'enfonce dans le chaos 5
- . Les violences xénophobes en Allemagne 5
- . Peste au Zaïre 5

CONFLITS IMPERIALISTES

- . Massacres en Yougoslavie 6
- . Les trotskistes pourvoyeurs de chair à canon 6

VIE DE L'ORGANISATION

- . Réunion publique du CCI à Paris 7

Grâce à ce scrutin hypermédiatisé, elle a réussi encore à renforcer son appareil d'encaissement de la classe ouvrière constitué par les fractions de gauche dans l'opposition. Avec leurs discours radicaux, leur démagogie ouvrière, les partisans du NON "de gauche" (le PCF, la tendance chevènementiste du PS, la LCR) et tous ceux qui, comme A. Laguiller, préconisaient une Europe "plus sociale" contre cette "Europe du fric et des patrons", ont eu les coudées franches pour embrigader les ouvriers derrière leurs slogans mystificateurs. Les prolétaires ne doivent pas se faire d'illusions : ce sont ces gens-là qui sont leurs pires ennemis.

(SUITE PAGE 4)

Crise monétaire

ENCORE UNE MANIFESTATION DE L'EFFONDREMENT DU CAPITALISME

■ Un vent de panique souffle sur toutes les places financières. Après la dévaluation de la lire italienne, puis sa sortie du serpent monétaire, accompagnée de la livre anglaise, après la dévaluation de la peseta espagnole, après les difficultés du franc français face au mark, rien n'est réglé, la descente aux enfers continue. Sous sa forme actuelle, le serpent monétaire a vécu. De profonds !

La bourgeoisie anglaise et les "spécialistes" s'en prennent au mark et aux taux d'intérêt allemands, trop élevés à leurs yeux ; les Allemands, eux, reprochent aux Italiens le manque de rigueur de leur politique économique ; les Français montrent du doigt les spéculateurs responsables des pressions à la baisse sur le franc. Les uns affirmaient hier que la menace d'un "non" français au référendum sur le traité de Maastricht était la cause de la fluctuation des monnaies, les autres mettaient sur le compte de l'Europe l'impossibilité de défendre les monnaies dans leur cadre national. Les mêmes accusent maintenant le "petit oui" des problèmes qui persistent. Tous ces arguments, toutes ces arguties plutôt, s'efforcent de nous faire croire que la crise monétaire est une affaire indépendante de la récession générale que connaît le capitalisme au niveau mondial, qu'il suffirait de s'entendre sur une "bonne"

politique monétaire, des taux de change judicieux entre les monnaies, pour que la situation économique s'améliore. Comme si la crise se limitait à l'Europe, comme si le dollar ne subissait pas, lui aussi, des pressions à la baisse, comme si le Japon ignorait les problèmes financiers. Comme si la monnaie n'était pas le reflet de la situation économique, et les tensions monétaires l'expression de la guerre que se livrent les Etats pour reporter le plus possible les effets de la crise sur leurs voisins.

En fait, la crise du SME n'est que la surface, l'écume de bouleversements bien plus profonds. Comme la crise boursière de 1987 (le fameux krach) venait montrer que la crise économique avait franchi un pas de plus, la crise monétaire internationale - dont la crise du SME n'est qu'une expression - vient de même sonner le glas de tout un ensemble de mensonges et d'illusions. Elle est un pas de plus, et non des moindres, de l'enfoncement dans la faillite économique générale.

Depuis le milieu des années 80, le capitalisme a essayé d'échapper à sa crise en accumulant des dettes gigantesques. On a vu les Etats (USA en tête) lancer des emprunts monstrueux pour essayer de relancer une machine à bout de souffle, incapable de créer des débouchés solvables pour leurs marchan-

dises pléthoriques. L'endettement total de l'économie américaine (au niveau interne et international) équivaut à la valeur de deux années de production, la seule dette publique de l'Italie correspond à son PNB annuel.

En France, quand on paie deux francs d'impôts, un sert au remboursement de la dette, et c'est la même chose pour tous les Etats (sans parler des pays de l'ex-bloc russe et encore moins de ceux du Tiers-Monde). Quand, malgré tous les efforts de relance, la récession revient en force, les Etats ont toujours plus besoin d'emprunter et doivent en même temps rembourser les dettes antérieures, alors la machine se grippe. La crise monétaire actuelle n'est que l'expression de ce blocage, et chaque Etat défend ses propres intérêts, essaye désespérément de se sortir du piège.

Ainsi, les USA jouent la baisse du dollar avec comme objectif de rendre leurs marchandises plus compétitives sur les marchés extérieurs. En même temps, en baissant les taux d'intérêt, en menant une politique d'argent bon marché, ils espèrent - à tort jusqu'à maintenant - relancer la consommation et les investissements. Le Japon, quant à lui, subit de plein fouet le rétrécissement des marchés mondiaux et, malgré le plan de relance de 10 700 milliards de yens, s'enfonce dans la sinistrose. L'Allemagne a des besoins de capitaux énormes pour "digérer" l'unification. Elle fait donc monter les taux d'intérêt pour les attirer en les rétribuant mieux, tant il est vrai qu'il est plus avantageux, pour un détenteur de capitaux, de les investir là où ils rapportent le plus.

Et la même logique à laquelle obéissent les trois grands témoins mondiaux vaut pour tous les pays, chacun avec ses moyens. La France, qui rêve de jouer jeu égal avec le rival allemand, s'efforce de maintenir la stabilité du franc, sans laquelle les capitaux refusent de s'investir dans cette monnaie. Le maintien du franc et le combat contre l'inflation, dussent-ils se faire au prix d'un effilochage de l'appareil productif, sont indispensables à la bourgeoisie française. Quant à l'Angleterre ou à l'Italie, si elles ont dû sortir du SME, ce n'est pas que de méchants spéculateurs leur en veulent, ce n'est pas que les "infâmes Teutons" se soient une fois de plus comportés en impérialistes égoïstes simplement pour les embêter. L'Allemagne, comme la Grande-Bretagne, comme la France ou l'Italie, a purement et simplement défendu ses intérêts propres, comme il est logique dans le cadre du capitalisme. Il est intéressant de noter que l'Angleterre et l'Italie qui sont sorties du SME, l'Espagne qui a dû dévaluer, représentent aussi trois puissances économiques importantes parmi les plus mal en point. Ce sont les pays dans lesquels la dette publique, le taux de chômage, le taux d'inflation, sont

les plus élevés, ceux dont la balance commerciale est la plus déficitaire. La faiblesse de leur monnaie n'est que le reflet de cette réalité, il apparaît donc logique qu'ils soient les premiers atteints. Mais que les médias de ces trois pays, prompts à trouver des ennemis extérieurs responsables des déboires de leur bourgeoisie se rassurent, le tour viendra bientôt pour les autres. La France est déjà dans la tourmente, l'Allemagne suivra car, il faut le dire encore une fois, cette "crise monétaire" qui affecte aujourd'hui l'Europe de façon spectaculaire n'est, fondamentalement, ni une crise européenne ni une crise monétaire, mais bien une crise mondiale de surproduction généralisée.

Avant que ne se déclenche cette crise monétaire, les "spécialistes économiques" de tout poil nous entretenaient régulièrement des signes avant-coureurs d'une sortie de la récession (sera-t-elle plutôt pour la fin de 1992 ou plutôt pour le milieu 1993, se demandaient-ils ?). Encore une fois, la réalité leur a répondu de façon tranchante, encore une fois ils se sont trompés. Cela ne les empêche pas de venir nous faire leurs savantes démonstrations, nous disant que c'est un accident, que c'était prévisible, etc. Mais comme par hasard, ils ne nous parlent plus de la relance, si ce n'est pour nous dire que cette crise monétaire la rend plus aléatoire et en repousse de toute façon les effets. En somme, il voudraient nous faire croire que la récession, qui a commencé voilà deux ans dans certains pays (USA, Grande-Bretagne, etc.), a pour cause une crise monétaire qui s'est déclarée voilà deux semaines !

Ce n'est pas que les menaces qui pèsent sur leurs monnaies nationales respectives leur aient soudain ramolli la cervelle, mais ils ne peuvent pas penser autrement. Ils ne peuvent pas concevoir que leur société s'enfonce inexorablement dans la crise, qu'elle en franchit un à un les paliers, que des pans entiers de son édifice s'effondrent successivement.

Après la fuite en avant par l'endettement des années 80, le capitalisme ne peut plus avoir recours à ce moyen, la crise monétaire en est la démonstration. Aussi, ce qui se trouve devant nous, c'est une récession d'ampleur, une guerre commerciale sans merci, des turbulences boursières, monétaires, et la désertification industrielle avec la fermeture de dizaines et de centaines de sites industriels, la montée vertigineuse du chômage et donc des attaques inconnues jusqu'alors des conditions de vie de notre classe. Et de cela, ce n'est pas simplement le cours de telle ou telle monnaie, la politique de tel ou tel Etat, qui en sont responsables, c'est un système économique qui a fait son temps, et qui ne survit qu'en entraînant l'humanité dans le gouffre de sa déchéance.

Gérard (24 09 92)

Contre les plans d'austérité, le chômage, la misère LA CLASSE OUVRIERE N'A PAS D'AUTRE CHOIX QUE DE LUTTER MASSIVEMENT

(SUITE DE LA PAGE 1)

surance sociale régresse très rapidement au profit de l'aide sociale."

Quant à ceux qui n'y ont pas encore recours, c'est soit parce qu'ils ont la "chance" de vivre "chez quelqu'un", "dans la famille", soit parce qu'ils arrivent à survivre avec des "petits boulots". Un pays comme l'Espagne connaît un taux de 30 % concernant le travail précaire.

Mais pour la classe ouvrière, l'enfoncement dans la misère touche tous les plans de son existence, que ce soit au niveau de la possibilité de se soigner, de se loger (en Grande-Bretagne, il y a aujourd'hui près de 3 millions de sans-abris et des bidonvilles ont fait leur apparition autour de certaines métropoles européennes) ou encore au niveau de l'éducation des enfants.

Et l'avenir que lui réserve ce système ne peut être que plus sombre. Des études récentes de la Commission européenne prévoient, d'ici à 1997, une explosion du chômage. On ne peut soupçonner ces bourgeois de mentir, du moins dans ce sens, eux qui ont plutôt l'habitude de fausser les chiffres en les réduisant.

Voilà pour la classe ouvrière des pays "riches" la réalité de ce système, une réalité qui doit balayer toutes les campagnes idéologiques sur le "triomphe du capitalisme" que la bourgeoisie n'a pas cessé de nous assener depuis trois ans, une réalité qui ne peut que dissiper les illusions sur une "Europe de Maastricht créatrice de millions d'emplois" (Mitterrand).

La récession mondiale qui touche depuis 1990 le système en son cœur et les terribles soubresauts qu'elle accuse aujourd'hui même en Europe ne peuvent que favoriser cette prise de conscience parmi les ouvriers, et ce d'autant plus, qu'en ce moment, la bourgeoisie, un peu partout, abat sur eux des attaques d'une violence inégalée.

Une seule riposte : engager le combat massivement

Face à cette situation et aux perspectives encore plus dramatiques qu'elle promet, la classe ouvrière ne peut pas continuer à rester immobile et impuissante. Il lui faut, le plus rapidement possible, sortir de l'état de torpeur qu'elle connaît depuis trois ans, et dont la bourgeoisie tire largement profit. Aujourd'hui, la misère profonde que lui impose la classe dominante et les mesures particulièrement brutales qu'elle fait pleuvoir sur elle, dans tous les pays, ne doivent pas la laisser sans réaction.

A l'image des ouvriers qui, depuis une semaine maintenant, à travers toute l'Italie, se battent massivement et avec détermination pour défendre leurs conditions de vie contre l'ignoble plan Amato et tous ceux (les syndicats) qui le soutiennent (voir notre article sur l'Italie page 3), la classe ouvrière doit reprendre le chemin des luttes. Ce n'est que sur ce terrain qu'elle peut exprimer le mécontentement et la colère qui grandissent en son

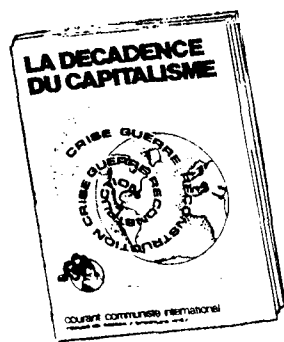
sein et qu'elle peut défendre ses intérêts de classe.

On veut lui faire croire, comme en France récemment avec le référendum sur le traité de Maastricht, qu'elle peut se faire entendre et qu'elle peut influer sur le cours des choses à travers des bulletins de vote. C'est non seulement un mensonge parce qu'elle ne peut rien obtenir sur ce terrain-là, mais surtout un piège : celui des illusions démocratiques, que lui tend la classe exploiteuse pour l'affaiblir et la détourner de son propre terrain (voir l'article sur Maastricht en page 1 et 4).

De même, la bourgeoisie veut lui faire croire que, dans ses luttes, elle ne peut pas se dispenser des syndicats. Contre cette tromperie, il faut qu'elle comprenne que ces organes d'encadrement sont ses pires ennemis et, pour cela, qu'elle se souvienne de toutes les expériences où elle a subi leur sale travail de sabotage (voir notre article sur les syndicats). Aujourd'hui même, les dockers en France, par exemple, paient à travers une défaite cuisante, leurs illusions sur ces suppôts de la bourgeoisie qui se prétendent "leurs meilleurs défenseurs".

Les ouvriers doivent lutter, mais ni derrière ni avec les syndicats. Le combat qu'ils vont devoir reprendre les concerne tous, car ils sont tous attaqués, dans tous les pays, dans tous les secteurs. Il faudra qu'ils l'engagent le plus massivement possible et qu'ils soient unis dans la lutte s'ils veulent faire reculer la bourgeoisie. Mais il faut d'abord qu'ils l'engagent.

Elfe



Expulsion d'ouvriers immigrés à Montreuil LA CRAPULERIE DU PCF A L'OEUVRE

■ Avec une brutalité inouïe, la bourgeoisie jette des masses grandissantes d'ouvriers dans la pauvreté et le dénuement les plus extrêmes. Et parmi les conditions de misère qu'elle leur impose, les attaques sur le logement, à travers les hausses de loyer, les conditions draconiennes imposées par les mafias de propriétaires immobiliers, et les expulsions en masse, tiennent une place de premier plan.

Ainsi, non seulement les prolétaires sont poussés dans la rue à cause de loyers exorbitants, de plus en plus impossibles à payer, mais c'est par quartiers entiers qu'ils sont expulsés de Paris et des villes de la banlieue parisienne tout spécialement. Ces mesures scélérates visent particulièrement les ouvriers immigrés, qui sont vus par familles entières de leur logement, sans possibilité de relogement, ou si peu. Ce sont eux en effet que le maire de Paris, le plus gros propriétaire immobilier de France, fait chasser à coups de matraque, sous couvert de les reloger "mieux et plus propre", à 60 kilomètres de Paris, et souvent bien plus loin de leur lieu de travail, ou encore sous le prétexte plus hypocrite et insinuant de "lutte contre la drogue". Ce sont eux encore que les municipalités RPR, UDF, mais aussi celles des démocrates "sociaux" du PS, éjectent violemment dans toute la ceinture parisienne, et ce sont eux encore que les stalinien et ex-stalinien expulsent sans plus de vergogne.

La fièvre spéculative n'épargne en effet pas moins la bourgeoisie "rouge" que la droite ou le PS. Tous les bastions de la clique stalinienne française, comme Villejuif, Vitry-sur-Seine, Ivry-sur-Seine, Bagnole, etc., sont devenus des caricatures de ce phénomène : on rase des quartiers ouvriers, tout-à-coup découverts "insalubres", pour y construire des résidences hors-de-prix et des immeubles de

bureaux de plus de quinze étages. Et la manière dont les suppôts du PCF accomplissent leur mission de "salubrité publique" est à l'image des méthodes stalinien.

Ainsi, à Montreuil-sous-Bois, pour citer un exemple des plus typiques, la municipalité "communiste" avait racheté un quartier d'hôtels meublés, où logeaient plus d'une vingtaine de familles d'immigrés, par l'intermédiaire d'une société immobilière (la Semimo B.) qu'elle contrôle.

Le 28 juillet dernier, ces familles ont été jetées à la rue, manu militari, sans même avoir eu le temps de rassembler leurs affaires personnelles, tout cela sur ordre du député-maire "refondateur", Jean-Pierre Brard. A peine quelques heures plus tard, les bulldozers rasaient les immeubles. Les familles, auxquelles la mairie refusait toute aide d'aucune sorte, n'avaient plus comme ressource que la main secourable des curés locaux. Ceux-ci les renvoyaient eux-mêmes rapidement au PC, qui proposait finalement de les "reloger" dans des baraquements de chantier, avec la somme misérable de 2000 F par famille en dédommagement !

On retrouve ici la méthode du bulldozer chère au PCF et déjà utilisée en 1979 à Vitry-sur-Seine contre un foyer de Maliens qui refusaient de se laisser expulser. Mais on y retrouve aussi la même haine xénophobe, nationaliste et anti-ouvrière qui essaie de se dissimuler derrière la sale justification de "ne pas laisser les banlieues devenir des ghettos à cause de Chirac qui expulse les immigrés de Paris".

C'est cela le PCF, refondu ou stalinien pur jus. Voilà le vrai visage de ces faux défenseurs des ouvriers.

LE PROLETARIAT EN ITALIE NOUS MONTRE LE CHEMIN

■ Depuis une semaine, l'Italie est secouée par des manifestations ouvrières, « les plus importantes depuis vingt ans », reconnaît Bruno Trentin, secrétaire du principal syndicat italien, la CGIL. La série de manifestations que les syndicats avaient programmées pour désamorcer d'éventuelles réponses aux très violentes mesures d'austérité du gouvernement Amato ont été l'occasion d'une expression massive et surtout déterminée de la colère ouvrière contre le gouvernement et... contre les syndicats (1) :

- Mardi 22 septembre, une manifestation est prévue à Florence. Elle se retourne rapidement contre les syndicats. Bruno Trentin est conquis, effrayé et finalement blessé.

- Mercredi, 300 000 ouvriers manifestent dans la région d'Emilie-Romagne, dont 50 000 à Bologne. A Milan, 100 000 ouvriers se retrouvent sur la place, centrale, du Duomo. Au bout de quatre minutes, les dirigeants syndicaux sont contraints d'interrompre leur meeting et de plier bagage, les ouvriers menaçant de prendre d'assaut la tribune de laquelle ils s'expriment. Quant aux ouvriers, ils restent sur place et entament des discussions qui dureront deux heures.

- Jeudi, à Gênes, 40 000 ouvriers assistent à un meeting. Même scénario qui fait s'étonner l'ancien maire socialiste : "Avant de mourir, je devais aussi voir cela : les carabinieri en train de protéger les syndicalistes dans un meeting". Le représentant de la CISL, le deuxième syndicat italien par ordre d'importance, reçoit un projectile et doit quitter la tribune pour aller à l'hôpital. Le même jour, à Naples, 80 000 ouvriers sifflent et insultent les syndicalistes.

- Vendredi, à Turin, 60 000 ouvriers s'en prennent également aux syndicats. Ceux-ci tentent malgré tout de parler, protégés par un écran de plexiglas et un cordon de policiers.

Point commun de ces explosions de colère : en même temps qu'ils s'en prennent au gouvernement ("Amato, les ouvriers ont les mains propres et les poches vides !"), les prolétaires s'attaquent à leurs soi-disant représentants, les syndicats, en bombardant leurs orateurs de pièces de monnaie, oeufs, tomates, pommes de terre, voire, parfois, de boulons, les insultant, les traitant de "vendus". Même les travailleurs qui hésitent devant la violence s'expriment ainsi : "Ceux qui jettent des bou-

lons se trompent. Mais, moi, je les comprends un peu : il est vraiment difficile de subir et de rester toujours gentils et silencieux." (2)

Partout, les manifestations que les syndicats voulaient paisibles et bien contrôlées, se transforment en un cauchemar pour eux : "Ce qui devait être une journée contre le gouvernement est devenue une journée contre les syndicats." ("Corriere della Sera" du 24 septembre, commentant la manifestation de Milan.)

Les syndicats apportent leur soutien aux attaques du capital

Les ouvriers italiens savent bien à quel point les syndicats ont trempé dans les mesures draconiennes qui les assomment aujourd'hui : gel des salaires dans la fonction publique et annulation des départs à la retraite anticipée pendant un an ; augmentation des impôts et création d'une kyrielle de nouveaux prélèvements ; âge de départ à la retraite repoussé : les ouvriers devront consacrer 5 ans de plus de leur vie au travail salarié. Pour ceux qui sont malades, mais dont le revenu dépasse un minimum, les médicaments ne seront quasiment plus remboursés. En juillet dernier, Ottaviano Del Turco, secrétaire-adjoint de la CGIL, justifiait ainsi la signature de l'accord sur la suppression de l'échelle mobile des salaires : "Le syndicalisme de lutte de classes a vécu. Nous ne pouvons plus raisonner en termes de conflit, la collaboration avec le capital ne nous fait plus peur..." Le syndicat moderne doit prendre en compte la compatibilité entre les revendications salariales et les grands équilibres économiques. Des réformes du système de santé et de retraite s'imposent, admettons-le et regardons les choses en face." (3)

Voilà de quelle manière les syndicats ont contribué au plan de rigueur actuel destiné à éponger une partie du déficit budgétaire et tenter de limiter la dégringolade des profits du capital italien. Et les voilà de nouveau qui, bien que prônant quelques aménagements au dernier plan de rigueur, affichent, par la voix de Trentin, leur plein soutien au gouvernement : "Les mesures décidées sont injustes mais dans cette situation grave, nous voulons montrer que nous avons le sens des responsabilités." Quant aux ouvriers, ils ont

commencé à prendre leurs responsabilités en mettant ces racailles à leur vraie place : dans le camp du capital.

Certes, les ouvriers italiens, une fois dépassé l'obstacle des grandes centrales syndicales officielles, devront, entre autres faux amis, se confronter - et ils se confrontent déjà -, aux annexes "radicales" de celles-ci : les "cobas" et divers syndicalismes "de base" qui ne critiquent les grandes centrales - y compris en prenant la tête des actions violentes contre leurs dirigeants - que pour

QUAND UN STALINIEN DIT LA VERITE

■ Les staliniens se sont faits maîtres dans les mensonges les plus éhontés. Mais il arrive que la vérité sorte de leur bouche lorsqu'il s'agit de donner des conseils aux autres dirigeants de leur classe, la bourgeoisie. Ainsi, Cossutta, un des principaux représentants de Rifondazione Comunista, scission "de gauche" de l'ancien PCI, déclarait le 24 septembre, en répondant à certaines accusations d'être à l'origine de la violence : "Les partis de la majorité doivent prendre conscience de la situation qui s'est créée. Les usines, personne ne les contrôle. Nous allons essayer de faire le travail qui nous revient, mais il est temps qu'eux aussi commencent à faire le leur. Autrement, dans une semaine, personne ne peut jurer de comment ça finira." ("La Repubblica", 25 septembre 1992.)

mieux prendre leur place. Il ne suffit pas de rejeter les formes les plus grossières du syndicalisme, encore faut-il apprendre à développer et à devenir maître de sa force par soi-même.

La signification internationale des combats ouvriers en Italie

D'ores et déjà, ces événements signent la fin d'une période où la bourgeoisie pouvait profiter de la passivité des ouvriers pour assener ses attaques.

Ce n'est pas un hasard s'il revient aux ouvriers d'Italie d'avoir les premiers surmonté

la paralysie imposée au prolétariat mondial par le carcan des campagnes déchaînées par la bourgeoisie depuis l'automne 1989. Campagnes qui ont accumulé les mensonges sur "la fin de la lutte des classes", suite à l'effondrement des régimes stalinien, soi-disant socialistes, et répandu un fort sentiment d'impuissance face aux bouleversements historiques de la scène mondiale - en particulier face à la barbarie guerrière dans le Golfe et en Yougoslavie. Depuis plusieurs décennies, le prolétariat d'Italie a fait la preuve qu'il était un des secteurs de la classe ouvrière mondiale les plus combattifs et expérimentés. Notamment, les ouvriers de la péninsule italienne ont déjà une longue tradition d'affrontements aux syndicats. De plus, le niveau des attaques subies aujourd'hui par ces prolétaires est le plus important de tous les pays industrialisés.

Cependant, les combats qui se déroulent aujourd'hui en Italie ne sont pas un feu de paille et ne sont pas destinés à rester une spécialité des ouvriers de ce pays. Même si ce n'est pas pour l'immédiat, ni avec les mêmes formes, entre autres l'affrontement ouvert aux syndicats dès le début de la lutte, les autres secteurs du prolétariat mondial seront nécessairement conduits à prendre le même chemin.

Première réponse massive d'une partie des ouvriers européens aux nouvelles attaques, manifestation de la transformation du mécontentement en combativité active, les luttes présentes des ouvriers en Italie annoncent l'avenir. Elles doivent être comprises comme un exemple et un appel au combat du prolétariat mondial, et, surtout, de ses bataillons les plus décisifs et expérimentés, ceux du reste de l'Europe occidentale.

CCI (26.9.92)

(1) Une semaine après les premières explosions de colère des ouvriers italiens, le silence quasi complet est entretenu par les médias de toute l'Europe. La bourgeoisie occidentale ne se trompe pas sur le danger de l'exemple donné par ce mouvement. Qu'on se rappelle par contre avec quel soin, et avec quel renfort de trompettes, les médias avaient, en avril dernier, fait de la publicité autour des manoeuvres syndicales de démolition en Allemagne.

(2) "Corriere della Sera", 24 septembre 1992.

(3) "Libération", 17 août 1992.

1979-1989 : LES OUVRIERS NE DOIVENT PAS OUBLIER COMMENT LES SYNDICATS ONT SABOTE LEURS LUTTES

(SUITE DE LA PAGE 8)

l'ensemble de la bourgeoisie. Que les ouvriers s'en souviennent : à l'issue de chaque lutte, les effectifs syndicaux fondaient comme neige au soleil ; parmi eux, c'étaient des centaines ou des milliers de cartes d'adhésion qui étaient déchirées avec rage. Chaque nouvelle expérience de lutte, tout en révélant chez les ouvriers un besoin de plus en plus clair d'unir leurs forces, accentuait la tendance au rejet des syndicats et engendrait une généralisation de la défiance ouvrière envers eux.

1986-89 : les syndicats et les coordinations contre l'unification des luttes

Mais au fur et à mesure que les ouvriers s'écartaient des syndicats, ils se rendaient plus capables d'affirmer leurs propres besoins, les aspirations véritables de leurs luttes. Cette poussée se concrétisait par la tendance des prolétaires à s'organiser en assemblées générales ou à développer des comités de lutte en dehors des meetings appelés par les syndicats, en particulier dans les centres de tri postaux ou à l'EDF. Elle allait culminer avec l'éclatement de la grève à la SNCF à la fin du mois de décembre 1986.

Souvenons-nous de ces événements. A partir du 18 à minuit, la grève se répandait comme une trainée de poudre chez les agents de conduite, puis gagnait d'autres catégories. Il faut se rappeler l'attitude des syndicats, ce qu'ils ont fait à ce moment-là. Pendant trois jours, la CGT et FO se sont opposés ouvertement et violemment à la grève, CFTD et syndicat autonome, en retrait, ne suivant le mouvement que du bout des lèvres. Les syndicats cherchaient à saboter et à dénigrer la grève par tous les moyens, arguant de son caractère "forcément impopulaire" auprès des usagers à la veille de Noël, maniant l'intimidation des grévistes et lançant des appels répétés et insistants à la reprise du travail. A cette période, les ports et les docks étaient alors en grève. Les signes de mécontentement étaient nombreux à l'EDF, dans les centres de tri postaux et surtout à la RATP, où, pour désamorcer la colère, les syndicats avaient programmé des actions pour la semaine suivante.

La bourgeoisie, tout d'abord prise de court, s'était adaptée et avait fait face très rapide-

ment. Les syndicats, incapables de l'endiguer en s'y opposant, s'étaient alors ralliés à la grève pour préparer une contre-attaque. Ils s'étaient habilement mis "dans l'ombre", en retrait, s'y voyant de toute façon contraints par le rejet particulièrement net et virulent des grévistes à leur égard. On avait à ce moment-là vu surgir deux soi-disant "organes de la lutte", "inédicts", concurrents et baptisés "coordinations". Tout aussi "antisindicalistes" l'un que l'autre en parole (seul moyen pour ces "coordinations" d'être reconnues par les ouvriers), mais en réalité émanations directes des syndicats, qui en tiraient les ficelles depuis les coulisses. C'étaient ces "coordinations" dirigées, animées et contrôlées par des syndicalistes de base qui allaient ensemble étrangler la lutte et la conduire à la défaite. La première, regroupant uniquement des agents de conduite sur une base étroitement corporatiste, était majoritairement dirigée par des éléments de la CFTD et des "cégétistes combattifs", aidés par le groupe trotskiste LCR ; la seconde, plus radicale et proclamée "intercatégorielle", était placée sous le contrôle direct d'un autre groupe trotskiste : LO. Pendant ce temps, les syndicats "officiels" négociaient en toute hâte un accord à la RATP pour empêcher les ouvriers de ce secteur de rejoindre le mouvement. C'est une fois la lutte canalisée et cantonnée à la SNCF, les "coordinations" interdisant l'accès de leur pseudo-assemblées générales aux ouvriers extérieurs au secteur, une fois l'extension de la grève devenue impossible, une fois le mouvement condamné à l'asphyxie et la défaite de la grève assurée, que les syndicats "officiels" étaient revenus sur le devant de la scène à visage découvert et avaient pris le relais des "coordinations". C'est à ce moment-là notamment que la CGT avait adopté des accents radicaux et combattifs pour pousser à une pseudo-extension de la lutte vers d'autres secteurs, en particulier le public, pour tenter d'accentuer l'impact de cette défaite en y entraînant un maximum d'ouvriers.

Pour les ouvriers en France, il s'agissait, à travers les "coordinations", d'une première confrontation d'ampleur avec le syndicalisme de base ; c'est une nouvelle phase de leurs luttes qui s'ouvrait, posant clairement le besoin de leur unification.

Toute la tactique de la bourgeoisie à ce

moment-là avait été de chercher à briser directement cette dynamique. Pour cela, elle avait recouru parallèlement à deux méthodes.

D'une part, elle avait pu utiliser le discrédit et le rejet même des syndicats pour paralyser les ouvriers, écoeurer leur combativité, les dissuader d'entrer en lutte.

Que l'on se souvienne notamment de l'occupation systématique du terrain social par tous les syndicats : multiplication des appels à des manifestations, à des journées d'action - pratiquement un secteur différent par jour -, à des grèves nationales qui ne servaient qu'à dissuader un maximum d'ouvriers d'y participer, tant la classe éprouvait de la répulsion pour toute action syndicale. Cela, la bourgeoisie l'exploitait pour susciter chez les ouvriers la plus forte passivité possible, un dégoût d'entrer en lutte, afin d'empêcher toute mobilisation massive et unitaire.

D'autre part, au cours de l'année 1988, face à une montée générale de la colère ouvrière, la bourgeoisie avait pris les devants en organisant elle-même une grande manoeuvre qui réutilisait à une échelle bien plus large et avec un impact beaucoup plus profond auprès de l'ensemble de la classe, la nouvelle et précieuse arme qu'elle avait "inventée" lors de la grève à la SNCF face au discrédit des syndicats : les "coordinations". Pour cela, elle choisissait un secteur particulièrement faible, inexpérimenté et manipulable de la classe ouvrière, le secteur infirmier.

Les ouvriers doivent aussi se remémorer le déroulement de cette manoeuvre en octobre 1988. La bourgeoisie avait créé de toutes pièces et longtemps à l'avance une "coordination infirmière" soi-disant antisindicaliste qui tenait exactement le même rôle que les appareils syndicaux si largement discrédités. Elle avait flatté et exalté jusqu'à la caricature les tendances corporatistes déjà très sensibles dans la grève des cheminots, créant pratiquement une coordination différente par profession hospitalière ! La manoeuvre s'était effectuée dans un complet partage du travail avec le gouvernement, qui avait fait mine de céder sous la pression (environ 100 000 personnes en manifestation à Paris) en débloquent des augmentations de salaires et des crédits pour les seules infirmières (alors qu'il n'accordait rien aux autres catégories de per-

sonnel hospitalier telles les aides-soignantes, parachevant ainsi tout un travail de division des "coordinations" parasyndicales au sein de la lutte elle-même) déjà prévus dans son budget ! Ainsi, le gouvernement socialiste, les syndicats et les coordinations avaient été ensemble le fer de lance de l'entreprise de mystification des ouvriers. La lutte dans les hôpitaux qu'elle avait manipulée de bout en bout, la bourgeoisie s'en est servie ensuite en la brandissant comme un modèle, un mouvement exemplaire : "seules, les revendications corporatistes paient". C'est ce modèle qui lui a permis de porter ses plus rudes coups pour dévoyer la combativité ouvrière durant l'année 1989. Et ce sont alors les syndicats qui ont repris le flambeau laissé par les coordinations, dans les luttes à la SNECMA, à Chausson, dans le secteur des fonctionnaires des Finances, marquées par le corporatisme de leurs revendications.

C'est directement contre la volonté de lutte unitaire présente dans la classe que la bourgeoisie a voulu marteler cette fausse leçon.

Au cours de la décennie précédente, la classe ouvrière a partout fait l'expérience de ce sale travail de sabotage syndical (non seulement en France, mais également en Belgique, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, aux Pays-Bas, en RFA, en Suède,...) ; elle a fait un important bout de chemin pour s'en méfier et tenter de se débarrasser de l'emprise des syndicats sur ses luttes.

A l'heure actuelle, la bourgeoisie se prépare activement à savonner et à pourrir le terrain des luttes en remettant sous le nez des ouvriers le slogan : "Hors des syndicats, point de salut !", face au réveil qu'elle sait inévitable de la combativité dans la classe. Aujourd'hui, c'est une offensive générale contre leurs conditions de vie que subissent les prolétaires. Ils n'ont pas d'autre choix que de riposter par la lutte à ces attaques. C'est en se réappropriant leurs expériences déjà faites du travail de sabotage syndical qu'ils seront en mesure de débayer le terrain et de retrouver la confiance en leur capacité d'affirmer leurs propres intérêts, leurs propres besoins. C'est seulement à cette condition qu'ils pourront éviter les pièges syndicaux que leur tendra inévitablement la bourgeoisie.

CB

Référendum sur Maastricht

UNE AFFAIRE ENTRE BOURGEOIS,
UN TRAQUENARD POUR LES OUVRIERS

(SUITE DE LA PAGE 1)

Aujourd'hui, grâce au crédit qu'ils ont retrouvé parmi les ouvriers, ils ont réussi à récupérer leur mécontentement pour le dévoyer sur le terrain bourgeois du référendum ; demain, lorsque l'Europe de la prospérité apparaîtra clairement aux yeux de tous comme un mythe, ces prétendus défenseurs des exploités s'efforceront encore de ramener les ouvriers derrière eux en claironnant haut et fort : "Voyez, on vous l'avait bien dit ! Il fallait dire NON à Maastricht." Grâce à ce référendum, la bourgeoisie a marqué un point : elle a permis à ses forces d'encadrement de radicaliser leurs discours d'opposition, de regagner ainsi du terrain dans les rangs de la classe ouvrière afin de mieux encadrer et saboter ses luttes futures.

La seule véritable victoire non seulement de Mitterrand mais de toute la bourgeoisie, c'est celle qu'elle vient de remporter sur la classe ouvrière. On comprend la satisfaction de tous ces bourgeois qui, par la voix du chef de l'Etat, ont immédiatement manifesté leur gratitude à tous les citoyens français qui, quel qu'ait été leur choix de vote, ont eu "le courage d'assumer leurs responsabilités".

Les enjeux du référendum
ne concernent que la bourgeoisie,
pas la classe ouvrière

Mais ce référendum, organisé au moment de la rentrée sociale, n'avait pas pour seul but de canaliser la colère ouvrière vers une impasse en ramenant les prolétaires derrière les fractions bourgeoises. Ce scrutin renfermait un enjeu bien réel, non pour la classe ouvrière, mais pour toute la classe dominante. En effet, en se lançant dans une telle aventure, Mitterrand visait d'autres objectifs. Il s'agissait, d'une part, d'obliger tous les partis bourgeois à se prononcer clairement face à l'orientation impérialiste préconisée par le chef de l'Etat : l'axe militaire franco-allemand, destiné à affronter l'impérialisme amé-

ricain. En misant sur le maintien d'une codirection de l'union avec l'Allemagne, grâce à la force atomique de la France et à ses positions stratégiques, Mitterrand voulait équilibrer ainsi la faiblesse économique de l'Etat français vis-à-vis de son voisin germanique. Ainsi, derrière la "fraternité entre les peuples", ce sont des antagonismes et des divergences d'intérêts considérables qui se cachent en réalité la prétendue "unité" européenne (voir "RI" n° 215).

D'autre part, pour pouvoir faire passer cette orientation, Mitterrand visait, à travers ce référendum, à casser le RPR qui était jusqu'à présent le plus fort parti de droite, dont le nationalisme borné constitue un obstacle à l'option impérialiste proallemande. Il s'agissait, en effet, de provoquer une coupure entre les dirigeants les plus "éclairés" de ce parti qui avaient compris la nécessité des nouveaux alignements impérialistes de la France et les vieux grognards nostalgiques du nationalisme "gaullien".

Enfin, Mitterrand misait également sur une victoire massive du OUI et sur une certaine remontée du PS pour envisager la possibilité d'une recomposition impliquant une alliance gouvernementale entre tous les partisans décidés du OUI (avec la droite du PS pour faire la charnière entre les Verts et les centristes), c'est-à-dire une cohabitation "soft" après la défaite prévisible du PS aux prochaines législatives.

Le score inattendu du NON montre à l'évidence que ce référendum est loin d'avoir comblé les espérances de Tonton. En premier lieu, il révèle l'ampleur du mécontentement en France, notamment au sein de la classe ouvrière, bien au-delà de ce que Mitterrand et les siens pouvaient craindre. En second lieu, la faiblesse de la victoire du OUI indique, a posteriori, que "Dieu" a pris de sacrés risques en se lançant dans une telle aventure. A ce niveau d'étroitesse d'une victoire,

le résultat aurait pu être inverse, ce qui aurait été catastrophique, non seulement pour Mitterrand lui-même, mais surtout pour la bourgeoisie française (dont le poids dans la structure européenne aurait été considérablement affaibli) et pour l'ensemble de la bourgeoisie européenne. Maastricht n'ouvre pas les portes à une quelconque stabilité ou prospérité, mais son échec prématuré aurait provoqué un affolement généralisé. En ce sens, Mitterrand s'est déconsidéré aux yeux de la bourgeoisie française et de celle des autres pays, car la classe dominante n'aime pas qu'on joue ses intérêts à la roulette russe.

Ainsi, la victoire in extremis du OUI montre que la plupart des objectifs que Mitterrand donnait à son référendum n'ont pas été atteints :

- plus que jamais, la construction européenne souffre de rhumatismes. Major peut maintenant s'appuyer sur le mauvais score du 20 septembre pour recommencer à rechigner, et il n'est pas le seul ;

- l'enthousiasme "populaire" pour l'Europe ne sort pas revigoré de cette aventure, au contraire ;

- le RPR s'est divisé mais, dès le lendemain du référendum, Chirac s'est fait voter la confiance par la direction de son mouvement, y compris par ceux qui avaient appelé à voter NON (à l'exception du couple infernal Pasqua-Séguin) ; le RPR n'est donc pas encore cassé (même s'il est affaibli) et la campagne pour le NON des deux compères permet de conserver au RPR les voix des paysans et des boutiquiers, qui risquaient de se retourner vers le FN ;

- ce fiasco complet risque d'hypothéquer gravement la perspective mitterrandienne d'une cohabitation "à l'amiable". S'il voulait rester à la présidence, Mitterrand serait de nouveau confronté comme en 1986 à la droite. Par ailleurs, s'il veut éviter une disparition pure et simple du PS, il devra se résoudre à le laisser retourner dans l'opposition

afin qu'il puisse participer, aux côtés des autres forces de gauche, à l'encadrement de la classe ouvrière face aux luttes qui vont inévitablement surgir.

Ainsi, la médiocrité du résultat global du référendum, du point de vue des intérêts de la bourgeoisie française témoigne non seulement que l'âge et l'usure du pouvoir ont émoussé le talent de "l'artiste" mais révèle surtout l'état lamentable dans lequel se trouve cette bourgeoisie, avec ses querelles intestines, ses divisions, ses conflits de cliques. C'est d'ailleurs à cause de ces dissensions internes que la droite n'a pas été capable de se hisser au pouvoir en mai 1981, ce qui a provoqué l'élection accidentelle de Mitterrand, à contre-courant de la stratégie de la bourgeoisie mondiale (consistant à mettre toutes ses forces de gauche dans l'opposition pour affronter le développement des luttes ouvrières au cours des années 80). Ce référendum montre une fois encore que, cet accident du 10 mai 1981, la bourgeoisie française n'a pas fini d'en payer les conséquences.

Le seul objectif que Mitterrand ait réussi à atteindre brillamment, c'est le dévoiement de la classe ouvrière, l'adhésion massive des prolétaires à ce référendum. Ainsi, la bourgeoisie vient de nous démontrer une fois de plus que, malgré ses difficultés internes (économiques et politiques), elle avait encore la force de les retourner contre le prolétariat.

Les ouvriers doivent aujourd'hui sortir de l'étourdissement dans lequel les a plongés ce référendum. Ils doivent maintenant retrouver leurs esprits et réaliser qu'ils se sont fait piéger derrière la défense d'intérêts qui ne sont pas les leurs. Ils doivent prendre conscience que ce qui se jouait derrière le OUI ou le NON à Maastricht ne les concernait pas et qu'ils n'avaient pas à prendre parti pour telle ou telle option gestionnaire de l'ordre capitaliste.

Camille (25. 9. 92)

"LUTTE OUVRIERE" NE S'ABSTIENT JAMAIS
DE SERVIR LA BOURGEOISIE

■ Craignez, ouvriers, craignez par-dessus tout les trotskistes quand ils offrent le cadeau d'un discours qui ressemble à s'y méprendre à la propagande révolutionnaire la plus intransigeante. C'est alors qu'ils sont très dangereux.

Méfiez-vous plus encore des trotskistes quand, comme ceux de Lutte Ouvrière au cours de la campagne référendaire à propos du traité de Maastricht, ils font enchaînement de radicalisme non seulement sur le PCF mais aussi sur leurs coreligionnaires, tels la Ligue Communiste ou le PCI. Au moyen d'affiches dont ils ont un mois durant copieusement couvert les murs dans les grandes villes, les gens de LO dénonçaient en effet avec virulence le "référendum bourgeois", le mensonge de l'Europe des capitalistes, renvoyant dos à dos les partisans du oui et ceux du non comme des égaux dans la tromperie du prolétariat, comme "autant d'adversaires entre lesquels il ne faut pas choisir", et invitant les ouvriers à s'abstenir d'aller aux urnes avec l'argument décisif, emprunté de manière éhontée aux véritables révolutionnaires, que, "jamais, le bulletin de vote ne peut être, en aucune façon, une arme de la classe ouvrière pour sa lutte propre, un moyen de défense contre la crise économique, l'offensive patronale et le renforcement de l'offensive capitaliste".

Les amis d'Arlette Laguiller deviendraient-ils de vrais communistes ? Changeraient-ils de ligne politique ? Ce n'est absolument pas la question à se poser et il importe plutôt de se rappeler que, toujours, au lendemain d'un battage électoral, LO, qui n'en loupe aucun, délivre en manière de bilan aux prolétaires la leçon que répondre à l'appel au vote des bourgeois ne fait que les détourner de leur unique terrain de lutte et les désarmer face aux attaques capitalistes qu'ils subissent et continueront de subir, peu important l'issue du scrutin et les vainqueurs de la joute électorale. Oui, elle ose dire cela après avoir pleinement, de toutes ses forces militantes, participé à la foire démocratique, avançant lors des premiers tours que le vote pour un de ses candidats permet à la classe ouvrière "de faire entendre sa voix", aux ouvriers les plus avancés "de se compter", puis proposant aux seconds tours à tous les prolétaires de reporter "sans illusion", peut-être, mais surtout "sans réserve" leurs suffrages sur "le candidat de gauche apte à battre la droite". Chaque fois que les révolutionnaires renvoient en pleine face à LO (ou aux autres trotskistes) la vérité de son odieux mensonge, elle les agonit d'injures, mais l'on n'a que faire de ce que la crapule trotskiste pense car la réalité de son attitude, c'est bien cela : assujettir coûte que coûte la classe ouvrière à la duperie électorale et parlementaire de la bourgeoisie.

Qu'on prenne toutes les élections tenues depuis 1968, surtout celles de 1981 et 1986, et l'on pourra sans problème vérifier, textes en main, que LO a invariablement invité à voter, à choisir, la gauche, les "socialistes", tout en disant par ailleurs, et après coup de préférence, que Mitterrand n'est pas meilleur pour les ouvriers que Giscard ou Chirac. Oui, LO a donc appelé le prolétariat à cautionner les licenciements massifs dont il est victime ainsi que la réduction dramatique de son pourtant modeste train de vie. Oui, LO a depuis vingt ans abondamment travaillé à consolider le pouvoir mystificateur de l'institution électorale bourgeoise dans le temps même où celui-ci s'amenuisait au sein de la classe ouvrière.



Reproduction de la couverture de "LO" du 14 mai 1974.

Deux manchettes que LO voudrait faire oublier aux ouvriers aujourd'hui.

D'ailleurs, la campagne de LO pour l'abstention fut une vraie campagne électorale et comme telle, selon un mode d'autant plus efficace qu'il prenait un jour paradoxal du point de vue bourgeois de la positivité civique, elle a concouru au succès de l'entreprise étatique qui était d'intéresser à tout prix le prolétariat au faux débat européen pour mieux lui faire oublier, avec la réalité capitaliste qui les assaille de plus belle aujourd'hui, leur seul terrain d'expression : la lutte de classe. LO a puissamment pris sa place dans ce complot et c'est pourquoi les journalistes de France 2 ont notamment accueilli Arlette sur leur plateau

de télévision le soir du dépouillement des bulletins de vote.

Au surplus, LO n'a en rien abandonné sa logique électorale coutumière. N'expliquait-elle pas, au cours de la campagne référendaire, que le vote perdait dans ce cas tout sens pour le prolétariat puisque, les partisans du "oui" comme ceux du "non" regroupant à la fois Mitterrand, Giscard et Chirac, d'un côté, Le Pen, Pasqua et Marchais, de l'autre, un suffrage de gauche, un verdict "ouvrier", ne pouvaient se dégager. Si la délimitation des camps classiques avait été possible, alors LO, en toute logique, n'aurait pas appelé à l'abstention mais fait comme d'habitude.

On voit donc le degré de filouterie auquel



Reproduction de la couverture de "LO" du 9 mai 1981.

LE CHAUVINISME
PUANT DU PCF

■ Y a-t-il plus hystériquement nationaliste, plus ignoblement franchouillard, que le Front National ? Ah ! que oui, c'est le Parti (dit) Communiste de France. Au cours de sa campagne référendaire contre le traité de Maastricht, il l'a encore bien montré, avec pour point culminant le discours de la fête de "L'Huma" où Pierre Zarka, directeur adjoint du journal stalinien, a poussé le chauvinisme jusqu'à un point inimaginable.

On a beau être dûment prévenu du patriotisme forcené des amis de Marchais, ce qu'on a entendu là était à vomir. "Halte à la capitulation face aux intérêts américains et allemands ! brailla le second de Roland Leroy, promu grand orateur du bureau politique du PCF. Non aux politiciens qui bradent la souveraineté nationale ! qui veulent signer le début de la fin de la nation ! qui encouragent l'abandon national ! Honte à la télévision d'aujourd'hui qui donne de la France une vision apatride !" Zarka donnait ainsi le monstrueux credo d'une manifestation dont presque tous les stands répondaient au mot d'ordre du parti de chanter la gloire de la France éternelle. Depuis "les bons fromages d'Auvergne que la commission de Bruxelles a voulu supprimer" jusqu'à Jeanne d'Arc, cette "jeune fille d'origine modeste, lisait-on sur un calicot, triomphatrice des envahisseurs anglais et qui, face à une noblesse ou une bourgeoisie marchande hésitantes sinon collaboratrices, devint le symbole de la résistance".

Dans la course pour l'obtention du titre de premier parti patriotique de France, le PCF a mis pour le coup plusieurs longueurs de retard dans la vue au parti de Le Pen. Mais si l'ultranationalisme est chez le FN somme toute normal puisque cette formation reflète l'opinion des catégories sociales les plus rétrogrades que compte l'Hexagone, il est proprement odieux venant d'un parti qui prétend encore représenter la classe ouvrière et se réclamer du principe de l'internationalisme prolétarien, du drapeau rouge du progressisme ouvrier.

Le double discours internationaliste, pour la frime, et chauvin, pour le réel, du PCF constitue surtout un danger de mort pour les prolétaires d'aujourd'hui. Si ceux-ci avaient la faiblesse de l'écouter, ils apprendraient bientôt au prix de leur vie sacrifiée sur l'autel des intérêts impérialistes du capital national la même leçon de sang que leurs aînés ont malheureusement subie en 1939-1945 dans la Résistance. Ce mouvement patriotique que, déjà à l'époque, le parti de Thorez, de Duclos et de Tillon plaçait sous le patronage de Jeanne d'Arc.

Sonia

Sonia

EPIDEMIE DE PESTE AU ZAIRE

Le capitalisme, un fléau pour l'humanité

■ En plein cœur d'une Afrique à l'agonie, dont les médias nous distillent, avec cynisme et complaisance, les images d'une famine monstrueuse, la peste vient de réapparaître.

Une épidémie vient de se déclarer à l'est du Zaïre, dans la région de l'Ituri. Et vu l'extrême contagion de cette maladie "moyennageuse", l'épidémie menace de s'étendre rapidement.

Ce nouveau fléau vient se surajouter à une situation qui n'avait pas besoin de cela pour être dramatique. En effet, le Zaïre, à l'image des trois quarts du continent africain, dévasté par la misère, subit déjà le choléra et se trouve ravagé par une épidémie de SIDA. On sait par exemple que le pourcentage de la population du Zaïre atteinte par le virus de cette "moderne" maladie n'a pas d'égal dans le monde. Et à cette situation qui semblait ne plus rien pouvoir gagner en horreur vient se greffer le retour d'une maladie d'un autre temps, que l'on croyait avoir éradiquée, la peste. Cette plaie dont le retour témoigne d'une régression absolue, est due, dans un système en pleine décomposition, à la disparition pure et simple des structures sanitaires les plus élémentaires, disparition qui favorise également la propagation sans fin de toutes sortes de maladies telles que le SIDA, par exemple.

Et cet enfoncement dans un chaos mortel, avec son cortège de maladies et de misère, n'est pas un problème propre à l'Afrique, même si celle-ci est particulièrement touchée. Le choléra est réapparu l'an dernier en Amérique latine. L'épidémie a pris force en se nourrissant de la misère insupportable et de l'insalubrité totale des bidonvilles pour décimer les quartiers les plus pauvres du Brésil (voir "RI" n° 202). Cette régression générale face à des maladies que la médecine sait depuis longtemps maîtriser, mais qu'un système en train de pourrir sur pied laisse de nouveau se propager, semble sans exclusive. En effet, dans ce contexte, la tuberculose a également retrouvé vie et fait non seulement des victimes dans les pays du Tiers-Monde mais aussi au cœur d'une ville comme Paris parmi les laissés-pour-compte du système, ceux que la bourgeoisie nomme pudiquement les sans-domicile fixe.

Contrairement à tous les mensonges que nous assène la bourgeoisie qui veut nous cacher sa faillite totale, cette situation ne doit rien au hasard ni au mauvais sort, c'est l'unique résultat d'un système capitaliste qui s'enfoncé dans une crise sans espoir de retour et qui abandonne à la mort de plus en plus d'êtres humains.

LN

L'ALGERIE S'ENFONCE DANS LE CHAOS

■ Tout comme nombre de républiques de l'ex-URSS ou bien encore la Yougoslavie, l'Algérie sombre chaque jour davantage dans le chaos. Sur fond de misère tout va à vau-l'eau, les sabotages, les attentats, les arrestations, les meurtres, sont le lot quotidien de la population algérienne. Mais cette réalité sordide n'incombe certainement pas à la fatalité ; elle n'est ni plus ni moins que la énième illustration dramatique de ce qu'il en coûte à l'humanité de supporter le capitalisme.

Il s'agit là d'une preuve supplémentaire d'un monde aux abois qui, en se décomposant, exige tous les sacrifices de la part des millions d'individus qu'il broie, leur offrant, dans le cas présent, comme seule misérable consolation, soit la fuite en avant dans les chimères religieuses de l'islam, soit celles, toute aussi trompeuses, de la démocratie bourgeoise.

L'intégrisme religieux : une réponse illusoire dans un monde en décomposition

La récente percée du FIS en Algérie trouve ses racines, à l'instar d'autres pays musulmans comme l'Iran, le Pakistan, l'Égypte, l'Afghanistan, dans la misère et le désespoir qui envahissent nombre de pays sous-développés. La religion, l'intégrisme, n'ont pas d'autre fonction que de convaincre les exploités qu'ils doivent accepter l'enfer de la vie terrestre afin d'accéder au Paradis, aux jardins d'Allah après leur mort. Même quand elle n'est pas directement au pouvoir, l'Eglise est un auxiliaire précieux des exploités, particulièrement dans les pays arriérés, là où le développement de l'industrie, de la science et surtout de la classe ouvrière, n'ont pu venir à bout des superstitions et de l'obscurantisme sur lesquels est établie sa puissance sur les esprits. La réalité sociale en Algérie constitue un terrain fertile au développement d'une telle idéologie.

En effet, sur le plan économique, c'est une véritable banqueroute. L'endettement extérieur en augmentation constante atteint presque 30 milliards de dollars, soit plus de la moitié du produit intérieur brut (53 milliards de dollars en 1990). Le simple service de la dette représente à lui seul plus de 70% des exportations, celles-ci étant réalisées à près de 90% grâce aux ventes de pétrole et de gaz. Or, dans la mesure où le prix de ces matières premières est particulièrement bas étant donnée la surproduction mondiale, l'Etat algérien, quand bien même brade-t-il ses puits de pétrole, a toutes les chances de voir ses maigres recettes diminuer encore. Concrètement, cela se traduit pas des attaques féroces à l'encontre du niveau de vie de la classe ouvrière. Par exemple, le chômage touche à peu près 25 % de la population active.

Pour les ouvriers qui ont "la chance" de conserver un emploi, leur pouvoir d'achat est littéralement dévoré par l'inflation. Rien que

pour le premier semestre 1991 le taux d'inflation approchait les 43 %. Ceci étant, bien souvent les salaires ne sont même plus versés. Ainsi, c'est plus de 100 000 travailleurs du secteur public qui aujourd'hui subissent des retards de paiement qui vont de un à sept mois. De même actuellement, ce sont environ 50 000 employés des entreprises nationales qui sont menacés de licenciement. A tout cela s'ajoutent le manque de logements, la pénurie chronique des biens de consommation les plus élémentaires, bref, c'est la misère !

C'est ce type de situation analogue, pourtant moins désastreuse à l'époque, qui avait provoqué durant le gouvernement Chadli, en octobre 1988, des émeutes de la faim dans tout le pays, impitoyablement noyées dans un bain de sang qui avait fait plus de 500 morts.

Dans un tel contexte de décomposition sociale, les couches rurales fuyant les campagnes, les jeunes chômeurs sans qualification mais aussi, ce qui est significatif, les diplômés, la petite bourgeoisie commerçante, toutes ces catégories non intégrées et non intégrables à l'appareil productif du fait de la crise, constituent la clientèle naturelle de l'intégrisme du Front Islamique de Salut. Ceci étant, il ne faut pas négliger le fait que ce dernier a pu, à longueur de mois jusqu'aux élections législatives annulées de décembre 1991, faire le généreux, et cela se poursuit encore maintenant, grâce à l'aide financière considérable fournie par l'Arabie Saoudite et le Koweït. Certains parlent en effet de 9 milliards de dollars donnés bien sûr avec la bénédiction des Etats-Unis, bien trop contents qu'ils sont de déstabiliser un FLN au pouvoir très lié à la bourgeoisie française. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit pour l'oncle Sam de signifier à la France ô combien il n'apprécie guère les nouvelles amours impérialistes franco-allemandes. De même, il est tout à fait plausible qu'il faille voir la même signature derrière l'assassinat de Mohammed Boudiaf le 29 juin dernier. Il est manifeste que cet attentat a bénéficié d'une certaine logistique à l'intérieur même du FLN et de l'armée. Non seulement l'assassin Boumarak faisait partie de la garde rapprochée du président, mais, qui plus est, tout a été organisé au millimètre : les gardes du corps avaient été priés de quitter la salle de conférence, les policiers s'en étaient éloignés et l'ambulance présidentielle n'était même pas équipée du minimum requis. Ainsi, est-il clair que certaines tendances à l'intérieur du FLN et de l'armée jouent la carte politique américaine au détriment de la française. Néanmoins, pour le moment, il semble qu'à la tête de l'Etat ce soit toujours l'option française qui l'emporte, la nomination de A. Kafi à la tête du H.C.E. (Haut Comité d'Etat) allant dans ce sens.

Quoi qu'il en soit, si le FIS a pu fleurir sur le tas de fumier de la décomposition sociale en Algérie, on voit bien que celui-ci peut tout à fait servir d'auxiliaire aux basses œuvres de

bien plus grands sorciers que lui : Bush et consorts. De toutes façons, le programme de ces agitateurs du Coran ne résoudra en rien la question du chômage et de l'endettement. Ces cochons d'intégristes lorsqu'ils accèdent au pouvoir, comme en Iran, en Arabie Saoudite, ou en Afghanistan, valent largement toutes les autres variantes d'exploiteurs.

Démocratie contre intégrisme : un piège mortel pour la classe ouvrière

Evidemment pour ce qui est du FLN on a pu vérifier depuis plus de 30 ans de quoi il était capable : exploitation, exécutions, corruption. Quant au vernis démocratique dont il s'est enduit il y a peu, celui-ci s'est vite écaillé. La menace d'une victoire électorale des "barbus" au lendemain des élections de décembre 1991 l'a conduit au coup d'Etat du mois de janvier sous couvert de "défense de la démocratie". Il en va de même pour le FFS de Ait Ahmed, véritable "champion" de la démocratie ou des partisans de Ben Bella. Tous ont applaudi le coup de force du FLN au détriment du FIS, leur principal concurrent.

L'heure n'est pas à la stabilisation, tout au contraire. L'enfoncement dans la crise économique et la décomposition promet un déchaînement des règlements de comptes. Accusé d'être l'instigateur du complot contre Boudiaf, le FIS n'en est que plus réprimé, ce qui, bien entendu, accroît son audience, sa crédibilité aux yeux des masses. Aux arrestations de ses membres, il riposte par le crime. Depuis janvier 1992, plus de 200 policiers et militaires ont été liquidés. Mais, qui plus est, c'est surtout les rivalités des grandes puissances (France-USA) qui risquent d'engendrer au sein même de l'appareil d'Etat d'autres sanglantes querelles. Dans tous les cas, les prolétaires algériens en seront les otages, les victimes. Cette situation représente donc un véritable traquenard.

Car, dans ses règlements de compte meurtriers, la bourgeoisie, du FIS au FLN en passant par tous les démocrates bon teint, n'aura de cesse qu'attirer et chercher à enrôler les ouvriers derrière l'un ou l'autre des camps en présence. Déjà beaucoup d'ouvriers et de chômeurs adhèrent à l'illusoire solution islamique, mais d'autres sont en passe de se laisser abuser par le "combat pour la démocratie" et ce pour mieux soi-disant "barrer la route au fanatisme".

Ces luttes-ci, dans lesquelles les entraînent toutes les fractions capitalistes, la classe ouvrière n'a nullement à y participer. Elles n'ont rien à voir avec celles qu'elle doit mener sur son terrain de classe pour défendre ses propres intérêts. Cette fausse alternative que la bourgeoisie tente et tentera encore plus demain de leur imposer ne représente que les deux mâchoires d'un étau dans lequel, si les ouvriers acceptent de s'y engager, ils sont assurés de se faire inexorablement écraser.

PA

VIOLENCES XENOPHOBES EN ALLEMAGNE

La bourgeoisie agit le spectre du nazisme pour ramener les ouvriers derrière son Etat démocratique

■ Depuis la fin du mois d'août dernier, toutes les télévisions européennes nous ont abreuvé d'images et reportages en tout genre sur des violences en Allemagne perpétrées contre des foyers de demandeurs d'asile et de réfugiés, roumains ou bulgares pour la plupart, attaqués par quelques centaines de nazillons ou skinheads.

Ces violences qui ont débuté à Rostock, dans l'ex-RDA, se sont produites par la suite dans d'autres villes et d'autres foyers de la partie orientale du pays. Ces faits ont alimenté toute une campagne médiatique, en Allemagne bien sûr, mais aussi dans toute l'Europe sur le danger d'une montée importante de l'extrême droite et du renouveau des idées néo-nazies.

Loin d'être des attaques spontanées, ces agressions xenophobes ont été une véritable manipulation de la part des autorités politiques, mettant en scène quelques poignées de nazillons largement encadrés par d'anciens membres de la Stasi (ancienne police politique en RDA), ayant repris du service. Et c'est avec le soutien de l'administration locale que les flics resteront au début en retrait des raids racistes pour donner un aspect encore plus spectaculaire aux agressions. La presse, omniprésente pour l'occasion, en a rajouté en payant même quelques skinheads pour faire le salut nazi devant des caméras qui ont pu déverser dans toute l'Europe le message d'un danger fasciste grandissant. Car, au-delà de ces violences perpétrées par quelques groupuscules au crâne rasé, le plus choquant dans ces images a été de voir une population ouvrière applaudir à ces exactions, et parfois prêter main forte aux nazillons pour balancer un pavé contre les réfugiés.

Oui, ce spectacle a bel et bien été une manipulation de bout en bout de la bourgeoisie. Quels sont les buts qu'elle poursuit à travers une telle manœuvre ?

Tout d'abord, il s'agit de convaincre les ouvriers de la réalité d'un péril fasciste, pas seulement en Allemagne, mais dans toute l'Europe. Cette campagne rejoint celle à laquelle on assiste en France depuis des années sur le danger que représenterait la percée électorale du Front National, ou encore en Italie, avec l'ascension de la Ligue lombarde. Le premier message que la bourgeoisie cherche à faire passer derrière cette mise en scène à grand spectacle en Allemagne, relayée par tous les médias européens, c'est que le seul combat à l'ordre du jour aujourd'hui, pour les populations et les ouvriers en particulier, serait celui de la défense de la démocratie, et même de la défense d'une "Europe démocratique". Toutes les énergies devraient être mobilisées en Europe face à la menace grandissante d'une prolifération de "petits Hitler", de groupuscules nazis et autres bandes fascistes. Ce n'est pas par hasard si l'Allemagne est au centre de cette manœuvre. S'appuyant sur le passé de ce pays et les hantises qu'il suscite encore, la bourgeoisie donne ainsi le maximum d'écho à sa campagne.

Toutefois, cette manœuvre de la bourgeoisie en Allemagne utilise largement une faiblesse réelle qui pèse sur la classe ouvrière dans la partie orientale de l'Allemagne. Peu expérimentés, abrutis par des dizaines d'années de dictature stalinienne qui n'ont fait qu'exacerber un nationalisme forcené, les ouvriers de l'ex-RDA ont particulièrement ré-

ceptifs à une idéologie xenophobe. Tout étranger est perçu comme obstacle déterminant à leur intégration dans une Allemagne "prospère et démocratique".

Ainsi, tout en cherchant à attiser chez les ouvriers est-allemands l'hostilité contre les travailleurs roumains, bulgares..., la bourgeoisie vise en même temps à diviser plus largement la classe ouvrière. D'un côté, il y aurait les ouvriers désignés comme "racistes", en particulier ceux de l'est du pays, et de l'autre, ceux qu'on cherche à mobiliser derrière le drapeau de l'anti-racisme, notamment ceux de l'Ouest. Une telle division ne peut qu'affaiblir la classe ouvrière.

Un autre but que s'assigne la bourgeoisie en Allemagne à travers cette manœuvre, c'est d'endiguer le flot d'immigration provoqué en particulier par l'effondrement des pays de l'Est. Elle a d'ores et déjà concocté des mesures très strictes de réglementation de l'immigration. Elle s'apprête aujourd'hui à les faire passer dans la pratique. Le battage et le spectacle qu'elle organise autour des violences racistes dans le pays visent à faire adhérer directement les ouvriers à cette politique bourgeoise. C'est sous le prétexte crapuleux d'empêcher les menées racistes et de barrer la route à la montée du fascisme, que l'Etat capitaliste justifie la nécessité de fermer les frontières et de mettre un terme à l'afflux de réfugiés sur son sol.

C'est bien à cela, chercher à faire cautionner à travers les voies les plus légales et démocratiques par la plus large partie possible du prolétariat, une politique violemment anti-ouvrière, qu'aboutit cette manœuvre.

SB

APPEL AUX LECTEURS :

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

* *

LISEZ LE MANIFESTE DU 9e CONGRES DU CCI

"Révolution communiste ou destruction de l'humanité".

(Disponible sur commande : 3 F.)

LES TROTSKISTES POURVOYEURS DE CHAIR A CANON

■ Car que vaut-il mieux en effet ? Que ces malheureuses populations s'enfoncent dans la barbarie quotidienne sous le joug de "tueurs fous", de "milices ethniquement pures", ou qu'une intervention extérieure permette de rétablir des conditions à peu près "normales" d'existence ? Mitterrand à l'ONU ? Bush en campagne électorale ? Mais non ! Ceux qui sautent à leur tour sur le prétexte humanitaire pour appeler à la croisade guerrière en Yougoslavie, ne sont autres que les trotskistes de la LCR, dans le numéro du 10/09/92 de leur hebdomadaire "Rouge". Plus encore, ces prétendus révolutionnaires, ces soi-disant défenseurs des ouvriers se posent carrément en sergents recruteurs de l'aventure militaire : "...une intervention militaire est devenue, à ce stade, probablement inévitable, voir indispensable et il s'agit de peser sur celle-ci en toute indépendance au nom d'une autre vision du monde que celle des gouvernements qui seront contraints de la déclencher. A cette fin, il n'est pas indifférent que ce soient les forces européennes plutôt qu'américaines qui soient engagées en Yougoslavie ; que ce soient des appelés volontaires qui composent l'essentiel de cette force d'interposition..." (souligné par nous). C'est clair : si les divers gouvernements européens ne se décident pas rapidement à envoyer leurs mercenaires défendre par les armes leurs intérêts impérialistes en Bosnie, les trotskistes offrent leurs services pour appeler la jeunesse ouvrière à se porter volontaire pour s'en charger ! Bien sûr, ce serait au nom "d'arrêter les massacres", tout comme c'est en ce nom que l'ensemble de la bourgeoisie occidentale a déployé sa gigantesque campagne de justification guerrière depuis cet été.

En vérité la LCR ne fait là qu'aller jusqu'au bout de la logique foncièrement anti-ouvrière et fondamentalement bourgeoise du trotskisme. Depuis plus de cinquante ans, dans toutes les guerres qui ont opposé les brigands impérialistes, les trotskistes ont pris leur part active dans l'enrôlement des prolétaires pour la boucherie capitaliste. Derrière un discours prétendument anti-impérialiste, ils ont invariablement appelé les prolétaires à "choisir leur camp", c'est-à-dire à soutenir une fraction impérialiste contre une autre. Au cours de la deuxième boucherie mondiale, ils étaient déjà là pour enrôler les ouvriers dans la résistance au nom de l'antifascisme ou de la défense de la "patrie socialiste". Tout au long de la guerre "froide", au nom des prétendues luttes de libération nationale, de l'Amérique latine au Vietnam en passant par le Maghreb et l'Afrique noire, ils se sont fait les fidèles supporters et les sergents recruteurs de l'impérialisme russe contre son rival américain. Lors de la guerre du Golfe enfin, ce sont encore les trotskistes, de Lutte Ouvrière à la Ligue Communiste en passant par Socialisme International, qui ont convié les prolétaires à choisir le camp de l'impérialisme irakien, qui ont soutenu et cautionné l'envoi au front, le fusil dans le dos, des ouvriers d'Irak, au nom de la lutte contre l'impérialisme américain. Et aujourd'hui, alors que l'enjeu de la surenchère "humanitaire" et interventionniste, à laquelle se livrent les grandes puissances autour de la Yougoslavie, n'est rien d'autre que le conflit qui oppose les intérêts du "maître du monde" américain aux ambitions des puissances européennes et à l'émergence d'un nouveau bloc impérialiste derrière l'Allemagne, c'est encore leur

principe du soutien au plus petit salopard contre le gros caïd que ces va-t-en-guerre mettent en application, en choisissant l'Europe contre l'oncle Sam.

Quant à ce qu'implique concrètement cette politique pour les prolétaires des pays belligérants appartenant au camp "choisi" par ces pourvoyeurs de chair à canon, le groupe Socialisme International le dit sans détour dans un article de décembre 1988 consacré à leur position en cas de guerre entre "pays dominé" et "pays dominant" : "...si une grève éclatait dans une usine d'armements, il faudrait dire aux ouvriers que leur action gêne l'approvisionnement du front (...), nous nous opposerions aux désertions et aux mutineries qui auraient pour motif un ras-le-bol car elles pourraient en effet mener à un désastre militaire. Par notre intervention auprès des mutins, nous leur expliquerions la nature de la guerre et la nécessité de la poursuivre".

Voilà qui en dit long sur ce que seraient capables de faire ces crapules si la bourgeoisie des pays centraux avait aujourd'hui les mains libres pour envoyer les ouvriers au casse-pipe. A ceux qui en doutent et qui se laissent abuser par le verbiage pseudo-révolutionnaire des trotskistes, rappelons août 1914 et l'infamie des partis sociaux-démocrates, passés à la bourgeoisie, qui se sont servis de leur influence sur la classe ouvrière pour l'entraîner ("en toute indépendance et avec une toute autre vision du monde" auraient-ils pu dire à l'époque !) dans la première boucherie mondiale. Les trotskistes, eux, le feront encore plus sûrement. Il y a déjà cinquante ans qu'ils sont passés dans le camp de la bourgeoisie, cinquante ans qu'ils le font.

PE

YUGOSLAVIE Les vrais pousse-au-crime sont les grandes puissances

■ Cela fait plus d'un an que l'horreur se déchaîne en Yougoslavie. Tous les soirs, la barbarie envahit nos living, la litanie des tués s'égrenent, les images de leur mort en direct nous sont diffusées à satiété. Le bilan est effectivement tragique. Des dizaines de milliers de morts, près de 2 millions de réfugiés, des régions ravagées, des villes entières après Vukovar et maintenant Sarajevo totalement détruites. La bourgeoisie des pays développés, dont la responsabilité dans l'engrenage du chaos est énorme, a pour le moment rangé ce qu'elle désigne pudiquement par le terme de "drame yougoslave" dans la rubrique des faits divers. Ainsi cherche-t-on à nous rendre familière la guerre. Eh oui, à en croire toute la valetaille de journalistes aux ordres, la mort, que voulez-vous, c'est la vie ! L'homme serait ainsi fait qu'il est un loup pour son prochain. Toujours selon ces laquais de l'Etat bourgeois, comment ne pas se réjouir alors des campagnes humanitaires qui, si elles n'arrêtent pas la guerre, soulagent au moins ces malheureuses populations ?

Comble de cynisme, ce que les médias ne divulguent pas, c'est que ce sont justement les champions des opérations philanthropiques, comme la France, les Etats-Unis, l'Allemagne, qui ont sciemment poussé au crime les différents acteurs du conflit. Il y a un an, l'Allemagne, qui cherche à s'ouvrir un accès à la Méditerranée, était la première à reconnaître l'indépendance de la Slovaquie, puis de la Croatie, et à leur fournir des armes. A la même époque, la France soutenait la Serbie et elle continue d'ailleurs aujourd'hui en coulisses, pour mieux contrer cette avance allemande. Car, quand bien même ces deux Etats scellent-ils actuellement une alliance, ils entretiennent toujours des relations conflictuelles (voir "RI" n° 215). A ce propos, une preuve nous en est donnée avec la mort récente des deux militaires français en Bosnie-Herzégovine. Ceux-ci, manifestement abattus par quelques uns de ces Bosniaques qu'ils étaient censés secourir, ont permis au gouvernement de rappeler que, dans l'affaire, il ne fallait pas être manichéen et qu'en l'occurrence, les Bosniaques, tout comme les Serbes, avaient leur part de responsabilité.

Idem en ce qui concerne les Etats-Unis. L'année dernière, ils soutenaient la Serbie contre la Slovaquie et la Croatie, c'est-à-dire contre l'Allemagne. Aujourd'hui, s'ils ont changé de cap et appuient désormais les Bosniaques, c'est encore une fois pour éviter que cette région ne tombe, comme les deux précédentes, sous la coupe allemande.

En conséquence, derrière tout cet imbroglio, ce qui les pousse à intervenir, ce n'est sûrement pas le sort de millions d'hommes, femmes et enfants. Ils s'en soucient comme d'une guigne. Seuls leurs sordides intérêts impérialistes les animent. Finalement, le représentant de la Bosnie aux Nations Unies, résumait assez bien en quoi consiste l'aide humanitaire : "Juste de quoi permettre aux Bosniaques d'aller à l'abattoir le ventre plein."

Arcady

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

ANGERS :

• "Contact", rue Lepneveu

BORDEAUX :

• "Le Roi Lire", rue Ste-Catherine

BREST :

• "Maison de la Presse", 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

• "Le Papyvère", 3, rue de l'Ente
• Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras
• Maison de la Presse, place de Jaude

DIEPPE :

• Maison de la Presse, 102, Grande rue

DUNKERQUE :

• Maison de la Presse, 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

• "Le Sphinx", 6, rue Brocherie.
• "L'encre sympathique", 6, rue St Laurent

LAVAL :

• "Point presse", Centre Cial La Mayenne
• Maison de la Presse, place de La Trémoille

LE HAVRE :

• "Presse des Halles", 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

• "Galerie", 57, rue de Béthune
• Café-restaurant "Le Rainbow", 17, rue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny

LYON :

• "La Gryphe", 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
• "La Proue", 15 rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

• "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon (1^{er})
• "Le Temps de Vivre", 54, la Canebière (1^{er})
• Maison de la Presse, quai de Stalingrad, (La Ciotat)

MELUN :

• "La Porte Ouverte", 19, rue du Gal-de-Gaulle

MONTAUBAN :

• Maison de la Presse, rue de la République

MONTPELLIER :

• "Librairie Les Sèves", 49, rue de l'Université

NANTES :

• "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon-Pasteur
• "Tabacs Presse", 9, rue de Budapest
• "Lanoë", 2, rue de Verdun
• "Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais

NICE :

• "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine

ORLÈANS :

• "Temps Modernes", rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS :

• "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (14^e)
• "Parallèles", 47, rue St-Honoré (1^{er})
• "FNAC" Forum des Halles (1^{er})
• "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux (Montrouge)

SAINT-NAZAIRE :

• "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

• Hall de Presse, bd Mal-Leclerc

TOULOUSE :

• "Toulouse Presse", 60, rue Bayard
• "FNAC", 81, bd Carnot, 31071 Toulouse Cedex
• "Les Arcades", place du Capitole

TOURS :

• "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

Pour ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous sommes répertoriés sous le numéro ISSN 0336 464 X.

Courant Communiste International

Revue Internationale / 70

3e trimestre 1992

15FF/75FB

Editorial

Face au chaos et aux massacres, seule la classe ouvrière peut apporter une réponse

Crise économique mondiale
UNE RECESSION PAS COMME LES AUTRES

Résolution
LE DEVELOPPEMENT DES CONDITIONS
D'UN RESURGISSEMENT DE LA LUTTE DE CLASSE

1492 : "Découverte de l'Amérique"
LA BOURGEOISIE FETE 500 ANS
DE CAPITALISME

Le communisme n'est pas un bel idéal,
mais une nécessité matérielle, III
L'ALIENATION DU TRAVAIL CONSTITUE
LA PREMISSE DE SON EMANCIPATION

A quoi sert la "Fraction externe du CCI"
DE L'IRRESPONSABILITE POLITIQUE AU
VIDE THEORIQUE

LISEZ NOS BROCHURES

Courant Communiste International

les
syndicats
contre
la classe
ouvrière

Mai 85

10ff/70fb

BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMES OCTOBRE 1988

Le corporatisme :
un poison pour
les luttes ouvrières

Les coordinations :
la nouvelle arme
de la bourgeoisie

10ff
60fb

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Courant Communiste International

Le trotskisme
contre
la classe
ouvrière

30ff/100fb

Avril 90

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL brochure n°2

NATION



ou CLASSE ?



REUNION PUBLIQUE DU CCI
Face à la barbarie guerrière, l'avenir appartient au prolétariat

■Le 12 septembre s'est tenue à Paris une réunion publique du CCI sur le thème "*Guerre en Yougoslavie : derrière les gesticulations humanitaires, les rivalités impérialistes*". Une bonne partie des débats a porté, en lien direct avec l'ordre du jour, sur le jeu et les intérêts des grandes puissances dans ce conflit, sur les nouveaux alignements impérialistes qu'il met en évidence. Cependant, une discussion s'est également développée sur le rapport de forces entre les classes permettant que ce genre d'affrontements sanglants puisse avoir lieu. Dans la mesure où il s'agit d'une préoccupation tout à fait légitime, partagée par beaucoup de nos lecteurs et de participants à nos réunions publiques et permanences, il nous a paru important de rendre compte dans notre presse de cette partie des débats.

La question soulevée par un de nos sympathisants était formulée dans les termes suivants : "*Le fait que le prolétariat n'ait pas réussi à s'opposer au déchaînement actuel de barbarie guerrière dans l'ex-Yougoslavie, qu'il ne se soit même pas mobilisé contre cette barbarie, ne révèle-t-il pas un affaiblissement très important de la classe au niveau international ? L'accumulation de telles manifestations d'impuissance du prolétariat ne risquerait-elle pas de le conduire à une défaite décisive, le rendant définitivement incapable de s'opposer au capital ? La question est d'autant plus préoccupante que, lors de la guerre d'Algérie ou au moment de la guerre du Vietnam, on avait pu assister à des mobilisations importantes contre ces guerres, même si c'était essentiellement sur un terrain bourgeois.*"

La réponse à ce questionnement a porté sur plusieurs points.

En premier lieu, il est important de distinguer le prolétariat des pays les plus industrialisés et celui des zones où se déchaîne la guerre aujourd'hui. Dans l'ex-Yougoslavie, comme dans la plupart des pays où régnait jusqu'à récemment la forme stalinienne du capitalisme d'Etat, la classe ouvrière se trouve dans une situation d'extrême faiblesse. La phraséologie "socialiste", "révolutionnaire", "marxiste", "internationaliste", qui recouvrait une des formes les plus brutales de l'exploitation capitaliste a eu comme résultat de détourner de façon radicale les ouvriers des fondements même de la conscience de classe, ce qui a fait le lit de l'idéologie favorable aux formes classiques, "libérales" et "démocratiques" du capitalisme. Notamment, le prétendu "internationalisme" de ces régimes (et qui cachait bien souvent différentes formes d'oppression nationale) n'a nullement réussi à surmonter les vieux clivages nationaux. Au contraire, la plupart du temps, il a exacerbé le chauvinisme et la xénophobie des populations comme on peut le voir non seulement en Yougoslavie, mais aussi dans beaucoup de républiques de l'ex-URSS (Etats baltes, Ukraine, Arménie, Azerbaïdjan, etc.) et jusque parmi les ouvriers de l'ex-Alle-

magne de l'Est (voir article sur Rostock dans ce numéro). Cependant, une telle situation de faiblesse politique de la classe ouvrière ne se retrouve pas dans le reste du monde industrialisé. En particulier, elle n'a rien à voir avec l'état d'esprit des ouvriers des pays avancés d'Europe occidentale, dont les luttes depuis plus de vingt ans ont fait la preuve qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser entraîner derrière les drapeaux bourgeois. Et c'est évidemment très important puisqu'il s'agit là du cœur du prolétariat mondial, le plus concentré, le plus expérimenté et dont l'embrigadement en 1914 et en 1939 avait permis le déclenchement de la guerre mondiale.

C'est vrai que, ces trois dernières années, ce prolétariat a fait preuve d'une passivité importante malgré les mesures d'austérité. Il est incontestable que les événements qui ont bouleversé le monde depuis trois ans ont porté des coups tant à la conscience au sein du prolétariat des pays occidentaux qu'à la combativité de celui-ci. Le "vent d'Est", les campagnes démocratiques massives qui ont accompagné l'effondrement des régimes so-disant "socialistes", ont provoqué un débous-solement sensible des ouvriers des métropoles du capitalisme. De même, la guerre du Golfe et toutes les campagnes idéologiques qui l'ont entourée ont provoqué un sentiment d'impuissance dans les rangs ouvriers favorisant, temporairement, leur passivité. Mais cela n'a rien à voir avec un quelconque embrigadement du prolétariat comparable à celui qui a permis les deux guerres mondiales.

A ce sujet, il est utile de rappeler toutes les précautions prises par la bourgeoisie lors de la guerre au Moyen-Orient en 1990-91 : du côté des pays avancés (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie, etc.), ce sont uniquement des soldats professionnels (et éventuellement un certain nombre d'appelés volontaires attirés par une solde substantielle) qui ont participé à cette guerre. Par exemple, le gouvernement français n'a cessé de répéter depuis son début qu'il était hors de question d'y envoyer le contingent, c'est-à-dire les ouvriers en uniforme. C'est donc une situation bien différente de celle des guerres mondiales, où ce sont justement ces ouvriers en uniforme des pays industrialisés qui ont constitué une grande partie de la chair à canon. En ce sens, les guerres d'aujourd'hui se distinguent très nettement des conflits armés en Algérie et au Vietnam, où c'étaient précisément les jeunes appelés qui se trouvaient contraints d'aller se faire tuer pour la défense des intérêts des bourgeoisies française et américaine.

C'est d'ailleurs ce fait qui explique les résistances que ces guerres provoquent et que le camarade a évoquées (tentatives des soldats français de bloquer des trains transportant les appelés, mouvements importants de désertion de la part des jeunes Américains). Ces mouvements de résistance, il importe cependant de ne pas les idéaliser. En règle générale, ils étaient contrôlés par des partis stali-

niens ou gauchistes, dont l'objectif n'avait rien à voir avec un quelconque internationalisme prolétarien mais consistait en un soutien plus ou moins ouvert à un des blocs impérialistes qui se partageaient le monde à ce moment-là. Par exemple, derrière les slogans "paix au Vietnam" et "FNL vaincra" qui se trouvaient en tête de nombreuses manifestations au cours des années 60 et au début des années 70, il y avait clairement l'appui au camp impérialiste russe contre le camp américain. Sur un tel terrain, il n'existait aucune possibilité d'une réelle mobilisation de classe pour le prolétariat. En réalité, le fait que, aujourd'hui, les ouvriers des pays les plus avancés soient beaucoup moins perméables que par le passé aux mystifications des partis de gauche, notamment lorsque ces derniers organisent des "actions pour la paix" (comme ce fut le cas le 12 janvier 1991 à la veille de la guerre du Golfe), n'est pas un signe d'affaiblissement historique de la classe ouvrière mais au contraire de son renforcement.

A cette heure n'existent pas les conditions pour une action indépendante de la classe ouvrière contre la barbarie guerrière telle qu'elle se développe dans l'ex-Yougoslavie.

Bien qu'il corresponde à la défense des intérêts impérialistes des puissances engagées, l'envoi sur place de troupes de celles-ci se présente officiellement comme une opération à vocation "humanitaire" destinée à venir au secours des populations en détresse et à séparer les belligérants. Dans de telles circonstances, une mobilisation ouvrière permettant de mettre fin aux massacres est pratiquement impossible. Sur place, le prolétariat est complètement broyé par la haine et les affrontements nationalistes. Dans les pays industrialisés, une action des ouvriers pour tenter d'empêcher l'envoi des Casques bleus serait présentée comme contraire au "rétablissement de la paix". En fait, la seule circonstance où le prolétariat le plus avancé puisse se mobiliser contre la guerre est celle où il est lui-même directement utilisé comme chair à canon ou menacé d'une telle utilisation. Et c'est justement ce que la bourgeoisie évite de faire aujourd'hui car elle sait très bien que l'accalmie de ces dernières années sur le front de la lutte de classe ne pourra se prolonger. Elle sait que les attaques économiques qu'elle sera contrainte de déclencher pour tenter de faire face à la crise de son mode de production provoqueront nécessairement un nouveau réveil des combats ouvriers (voir article sur l'Italie dans ce numéro).

Les principaux bataillons du prolétariat n'ont pas subi de défaite majeure sur leur propre terrain de classe. L'avenir leur est encore ouvert à condition qu'ils se montrent capables de ne pas laisser les différentes forces de la bourgeoisie, particulièrement celles "de gauche", dévoyer les luttes qui vont surgir, qu'ils soient en mesure de montrer le chemin vers la révolution communiste à leurs frères de classe de tous les pays.

Fabienne

PUBLICATIONS DU CCI :

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, Valencia 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 11000 Bruxelles - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031 Stockholm, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM Amsterdam HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 Köln, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE (12 numéros du journal) : FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE (4 numéros de la Revue Internationale) : FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) : FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "**R.I.-CCP 202 3302 X-PARIS**", à adresser à RI, BP 581 75027 PARIS CEDEX 01,

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuillez expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

BROCHURES :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (15F + 3F pour frais d'envoi)
NATION OU CLASSE (15F + 3F)
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (30 F + 3F)
PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I. (15F + 3F)
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (15F + 3F)
LA DECADENCE DU CAPITALISME (15F + 3F)
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (20F + 6F)
LA REVOLUTION RUSSE (15F + 3F)
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88) (10F + 6F)
GUERRE DU GOLFE (15F + 6F)
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE (80F + 12F)
LA GAUCHE HOLLANDAISE (120F + 12F)
L'EFFONDREMENT DU STALINISME (20F + 6F)

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Cels
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : **ISSN 0336 464 X**

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

"Contre les plans d'austérité, le chômage, la misère, le prolétariat n'a pas d'autre choix que de lutter massivement"

GRENOBLE :
Permanence le samedi 10.10 à 15h, brasserie "La Savoie", avenue Felix-Viollet (face à la gare).
Vente de la presse au marché St-Bruno le 10.10 à 11h.

LILLE :
Réunion publique le samedi 24.10 à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :
Réunion publique le samedi 17.10 à 15h à la MAJO, 2, impasse Métrol, Villeurbanne (métro République).
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin le 3e dimanche de chaque mois, à partir de 11h30 et au métro Bellecour (entrée côté place) chaque 2è mercredi du mois, de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :
Réunion publique le samedi 7.11 à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h sortie métro Chartreux.
Permanence le 13.10 à 18h30 à "L'Artistic-Bar", 4, cours Joseph-Thierry, Marseille 1er.
Vente de la presse le samedi 7.11 de 11h à 12h au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès.

NANTES :
Réunion publique le samedi 24.10 à 17h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les vendredis 2.10 et 6.11 à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite Hollande le samedi 24.10 de 10h30 à 11h30.

PARIS :
Réunion publique le samedi 17.10 à 17h au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence tous les samedis, de 18h à 20h, (sauf les 17 et 31.10) et le **VENDREDI 30.10** de 20h30 à 23h, même adresse.
Vente de la presse au marché de St-Denis (métro St-Denis-Basilique) le 2e dimanche du mois à partir de 11h30.

ROUEN :
Permanence le samedi 10.10 à 14h30 à la Halle aux Toiles.

STRASBOURG :
Réunion publique le samedi 10.10 à 16h au CIARUS, 7, rue Finkmatt.

TOULOUSE :
Réunion publique le vendredi 23 octobre à 21h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses-Toulouse.
Permanence les vendredis 16 octobre et 6 novembre à 18h30. Rendez-vous Brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 11, 18 et 25 octobre de 11h à 12h au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS :
Permanence le samedi 31.10 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimale de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

D. (Rouen) : 615F ; DC (F) 80F ; MR (P) : 300F ; DL (B) : 500F

Nantes :
Réunion Publique du 29.08 : Bacalao : 50F ; Jokanaan : 30F ; Aboulafia : 50F ; Dakka : 15F ; Alicante : 200F ; H : 450F

Paris :
Réunion Publique de septembre : Lach : 20F ; J : 40F ; G : 15F ; Isa : 30F ; Fran : 50F ; AV : 20F ; JU : 30F ; MX : 20F ; CM : 70F ; PE : 20F ; FO : 50F ; ST : 20F ; KD : 50F ; P : 9,50F ; GAL : 50F ; R : 50F ; LL : 10F ; MRX : 20F ; L : 10F ; MO : 50F ; JO : 40F ; M : 30F ; MG : 50F ; CC : 50F.
Toulouse :
Réunion Publique de juin : Mar : 200F ; Ma : 200F ; Ge : 50F ; Ju : 50F

Tours :
Permanence du 28.08 : Do : 100F ; Bacalao : 100F ; An : 100F

TOTAL : 3894,50F.

1979-1989 : LES OUVRIERS NE DOIVENT PAS OUBLIER COMMENT LES SYNDICATS ONT SABOTE LEURS LUTTES

Depuis plusieurs mois, les ouvriers entendent le même refrain : "Vous ne pouvez vous organiser et lutter qu'à travers les syndicats. Seuls, les syndicats peuvent aujourd'hui vous défendre, faire quelque chose pour vous."

En tentant de persuader les ouvriers qu'ils n'ont, pour se défendre, pas d'autre alternative que de suivre les syndicats, la bourgeoisie profite du recul et du déboussollement subi par les prolétaires depuis trois ans, à la suite de l'effondrement du bloc de l'Est et du

flot de campagnes idéologiques mensongères qu'elle a déchaînées sur la faillite du marxisme et de toute perspective communiste. De fait, la bourgeoisie s'efforce à l'heure actuelle de brouiller au maximum, d'effacer le plus possible, les traces (encore fraîches dans la mémoire des ouvriers) de l'expérience de la confrontation permanente aux syndicats acquise par la classe ouvrière dans ses luttes depuis 1968, et notamment celle qui s'est accumulée tout au long des années 80.

■ La bourgeoisie veut faire croire que les ouvriers sont incapables de s'organiser en dehors des syndicats : c'est totalement faux ! Elle cherche à les convaincre que les syndicats peuvent encore être aujourd'hui des organes de la lutte ouvrière et qu'ils peuvent, dans la lutte, défendre les intérêts des prolétaires ; elle prétend même qu'ils sont les seuls à pouvoir le faire : ce sont autant de mensonges énormes et révoltants. C'est tout le contraire qui est vrai : au cours des années 80, la classe ouvrière a démontré de façon croissante sa capacité de s'affirmer dans ses luttes, malgré les syndicats et même, de plus en plus, en dehors, voire CONTRE eux. En même temps, elle a été de plus en plus confrontée au sabotage constant par les syndicats aussi bien de ses luttes que de l'expression des besoins que ces luttes faisaient surgir. En fait, en chaque occasion, c'est la bourgeoisie qui a été contrainte de s'adapter afin de reprendre, à travers ses organes syndicaux, le contrôle des luttes et de détourner les prolétaires de leurs objectifs réels, sous la pression grandissante des luttes ouvrières et face aux tentatives des ouvriers, de plus en plus fortement affirmées dans ces luttes, pour élargir et unifier leur combat.

Les ouvriers doivent se remettre présentes en mémoire ces expériences vécues, tout ce qu'ils ont appris sur les syndicats au cours de ces dernières années. C'est ainsi qu'ils pourront reprendre confiance en leurs propres capacités à défendre leurs intérêts.

1979-80 : les années de vérité et la confrontation des ouvriers aux syndicats

Les ouvriers doivent se souvenir des enseignements des luttes dans la sidérurgie en France, début 1979 !

Ils doivent se rappeler que, pour beaucoup d'entre eux, cette période sonnait déjà le glas des illusions sur la venue de la gauche au pouvoir. Ils avaient le sentiment d'avoir été floués et dupés par la perspective du "programme commun" pour lequel on leur avait demandé d'abandonner leurs luttes et de se placer derrière cette "gauche" qui devait raser gratis quand elle serait au pouvoir. Illusionnés et pris à ce piège, ils avaient accepté de voir leurs conditions de vie se dégrader et les licenciements se multiplier sans réelles réactions, au cours des années 70. Mais, durant l'année 1979, après une série d'affrontements violents avec la police où se mêlaient chômeurs et ouvriers à Caen, Rouen, Nantes, Saint-Chamond, notamment, la colère ouvrière explosait dans le secteur de la sidérurgie, à l'annonce d'un plan de 21 000 licenciements. La population ouvrière des bassins de Longwy en Lorraine puis celle de Denain dans le Nord s'affrontaient dans les rues de ces villes à l'appareil d'Etat et attaquaient tous ses symboles environnants : commissa-

riats de police, sous-préfectures, chambres patronales... Les ouvriers débordaient l'encadrement syndical et s'en prenaient à lui ainsi qu'aux élus locaux de gauche, PS ou PC, les conspuant en les traitant de "vendus" et de "pourris". Ces débordements étaient immédiatement dénoncés par les appareils syndicaux comme étant le fait d'éléments provocateurs.

Il faut se rappeler comment les syndicats, cherchant à rattraper un mouvement qui leur échappait, tentaient alors d'enfermer la lutte dans un cadre localiste, régionaliste, corporatiste : ils s'efforçaient de récupérer la mobilisation en proclamant : "Sauvons Longwy, sauvons la Lorraine, sauvons l'acier lorrain !" ; comment ils s'ingéniaient à enterrer la lutte en organisant des journées "Longwy ville morte", coupant et interdisant même son accès et l'isolant du reste du pays ; comment ils s'employaient à dévoyer la colère ouvrière sur un terrain nationaliste en montant de véritables opérations de commandos pour attaquer des convois d'"acier étranger".

Il faut se souvenir de quel sabotage ils ont été capables lorsqu'ils ont organisé la "marche sur Paris du 23 mars", réclamée par la pression ouvrière et sur laquelle ils avaient tergiversé pendant un mois et demi. Ils avaient au préalable fait reprendre le travail à toutes les entreprises de la région parisienne en grève (banques, assurances, SFP, hôpitaux...) pour empêcher que tous ces secteurs ouvriers en lutte ne se retrouvent ensemble avec les sidérurgistes. Ils avaient disséminés les sidérurgistes venus massivement par trains et cars entiers, dès leur arrivée, dans une multitude de points de rendez-vous différents en banlieue (mais loin des usines...), en évitant soigneusement toute possibilité de prise de contact avec les ouvriers parisiens, isolant de plus les éléments les plus combattifs les uns des autres dans les cortèges. Pour couronner le tout, le service d'ordre syndical avait étroitement collaboré avec les forces de répression officielles, participant à leurs côtés au matraquage et à l'arrestation de plusieurs dizaines d'ouvriers sous prétexte de "chasse aux provocateurs et aux autonomes" (n'oublions pas que certains de ces ouvriers arrêtés avaient été ensuite lourdement condamnés "pour l'exemple" lors de leurs procès !).

De même, fin 1979, en Grande-Bretagne, les sidérurgistes également touchés par des licenciements massifs avaient pris l'initiative d'entraîner d'autres secteurs dans la lutte. Ils s'étaient aussi heurtés au sabotage syndical, et notamment aux manœuvres du syndicalisme de base, à travers des "comités de shop stewards".

C'est à partir de là que la bourgeoisie des principaux pays industrialisés d'Europe, craignant un discrédit de la gauche et des syndicats qui se révélait croissant, et poussée par l'aggravation de la crise à imposer partout les

mêmes programmes d'austérité, a accentué ses attaques massives, a entrepris de renforcer et systématiser sa stratégie consistant à placer ses fractions de gauche dans l'opposition afin de rendre la gauche et les syndicats plus aptes à "prendre part de l'intérieur" aux luttes ouvrières pour mieux les encadrer et les dévoyer.

1983-85 : les luttes ouvrières massives face au sabotage syndical

Alors que les gouvernements mettaient en place ces plans d'austérité à travers des attaques antiouvrières d'envergure, les prolétaires n'attendaient pas les syndicats pour leur résister en entrant dans des luttes massives.

La grève du secteur public en Belgique à l'automne 1983 constituait le point de départ d'une nouvelle importante vague de luttes ouvrières en Europe occidentale. En septembre, pour la première fois depuis la période 1968-69, en France et en Italie, le prolétariat prenait l'initiative - hors des syndicats - d'une grève massive qui allait paralyser tout un pays pendant un mois, à l'annonce d'un plan d'austérité touchant tout le secteur public. Les syndicats parvenaient à étouffer le mouvement de luttes en empêchant, par tous les moyens, les ouvriers du secteur privé de s'y joindre.

D'autres mouvements importants devaient marquer cette période. Le Danemark connaissait en avril 1985 la grève la plus massive de son histoire (plus de 500 000 ouvriers en lutte simultanément), qui avait démarré là aussi spontanément, en échappant au contrôle syndical. Ultérieurement, les autres pays nordiques faisaient la même expérience : la Suède (hiver 1985-86), la Norvège et la Finlande (printemps 1986). En Espagne, une vague de luttes massives touchait, entre janvier et mars 1985, tour à tour les chantiers navals, l'automobile, la poste de Barcelone, notamment. Malgré l'action de tous les syndicats pour les circonscrire et les dévoyer, les ouvriers de plusieurs entreprises entraient en lutte en solidarité avec les grévistes.

Dans la grève des mineurs en Grande-Bretagne de 1984, le sabotage syndical fut exemplaire : en accaparant le contrôle de la lutte, en organisant des "piquets volants de grève" musclés devant les puits non grévistes où ils amenaient quotidiennement les grévistes (souvent à des centaines de kilomètres de chez eux), ils étaient parvenus à détourner les ouvriers de la question de l'extension réelle, au-delà du secteur, et à pourrir la grève en ayant épuisé leur combativité pendant des mois. Parallèlement, ils avaient lancé une campagne de "solidarité financière avec les mineurs" dans la population pour mieux saper l'idée d'une solidarité active dans l'ensemble de la classe, empêchant ainsi les ouvriers d'autres secteurs de se joindre à la lutte.

Il faut se rappeler qu'en France, c'étaient les mêmes attaques massives qu'ailleurs qui s'inscrivaient à l'ordre du jour, en particulier dans un secteur clé de l'économie nationale où se trouvaient concentrés les plus importants bataillons ouvriers : l'automobile, et aussi en son point géographique le plus névralgique (car abritant la plus nombreuse population prolétarienne) : la région parisienne.

Les ouvriers ne doivent oublier ni que ce sont alors les syndicats qui ont directement aidé le gouvernement à faire passer ces attaques, ni

comment la CGT et les autres l'ont fait, alors que la colère des métallos se manifestait à Talbot-Poissy en décembre 1983-janvier 1984, puis chez Citroën à l'automne 1984. En chaque occasion, la bourgeoisie avait annoncé des chiffres de licenciements bien supérieurs à ses objectifs, si bien qu'à l'issue de ces conflits, les syndicats avaient osé présenter le licenciement de "seulement" 2000 ouvriers chez Talbot et 1900 chez Citroën comme "une grande victoire des travailleurs", tout en laissant à ceux-ci le goût de la plus amère et cuisante des défaites.

Le scénario avait été presque identique : en 1982 pour Talbot, en mars 1983 pour Citroën, les sites avaient déjà été choisis et "testés" par les syndicats. Ces "grèves préliminaires" avaient permis de montrer des "syndicats combattifs" (CGT à Talbot, CFDT à Citroën) qui avaient remis en cause la domination jusque-là presque totale des "syndicats maison" (de droite).

A l'encontre du sentiment renforcé de méfiance et de la désaffection croissante que ces syndicats rencontraient dans l'ensemble de la classe, c'est forts d'un prestige de "syndicats de lutte combattifs" qu'ils s'étaient forgés quelques mois auparavant dans ces grèves, (et notamment auprès d'ouvriers immigrés qui se trouvaient évidemment en première ligne dans les charrettes de licenciements de 1983-84) que CGT et CFDT avaient pu s'emparer d'emblée de la marche et de la direction du mouvement. Ils avaient pu alors diviser les prolétaires au maximum à tous les niveaux, en opposant constamment les intérêts des travailleurs immigrés à ceux des "Français", ceux des licenciés à ceux des non-licenciés, ceux des grévistes à ceux des non-grévistes, profitant de querelles et de bagarres continues pour enfermer les ouvriers dans une stérile occupation d'usine, prévenant tout risque d'extension de la lutte à d'autres secteurs. La bourgeoisie obtenait un quadrillage complet des usines : un double cordon sanitaire à l'extérieur ; les vigiles et milices patronales d'un côté, les cars de la police officielle de l'autre et, à l'intérieur, la surveillance des flics syndicaux. Chez Citroën, bien que la grève ait été simultanée dans cinq usines, chacune était complètement repliée sur elle-même, absolument coupée des autres. La bourgeoisie parvenait d'ailleurs à focaliser l'attention générale sur Citroën-Aulnay où de spectaculaires bagarres quotidiennes opposaient les ouvriers grévistes aux cadres et aux non-grévistes. Cela n'était pas par hasard : si, en chaque occasion, à Talbot ou Citroën, les grévistes ont dû évacuer l'usine tête basse entre des haies de CRS, il faut se rappeler que la bourgeoisie avait voulu frapper à l'époque l'imaginaire de toute la classe ouvrière (la télévision en avait filmé la scène en détail !) en poussant l'humiliation jusqu'à faire passer les ouvriers expulsés par les flics à Aulnay par des espèces de chicanes que tout le monde avait désignées comme des "souricières", des "pièges à rats", installées pendant la grève par la direction.

Voilà à quoi avait abouti le travail réalisé par les syndicats ! C'est ainsi à travers une confrontation toujours plus large et plus forte avec les syndicats que chaque nouvelle grève de cette période était - particulièrement en France - un nouveau discrédit sur les syndicats qui sabotaient systématiquement les luttes et faisaient passer les attaques de

(SUITE PAGE 3)

NOS POSITIONS

* Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à

une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation

syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.